

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Par peur de l'Iran, Londres place à son tour ses forces en Irak en état d'alerte

16 mai 2019

Le Royaume-Uni a relevé le niveau d'alerte pour ses diplomates et ses militaires basés en Irak en raison des tensions avec l'Iran, rapporte jeudi la chaîne Sky News.

Les diplomates britanniques et leurs familles installés en Arabie saoudite, au Koweït et au Qatar ont aussi été invités à la plus grande prudence, ajoute la chaîne.

Les Etats-Unis ont ordonné mercredi le départ d'Irak d'une partie du personnel de leur ambassade à Bagdad et de leur consulat à Erbil, disant craindre pour leur sécurité.

L'administration de Trump a fait monter la pression sur Téhéran depuis dix jours et a ostensiblement renforcé sa présence militaire dans le Golfe.

En Irak, les USA craignent les attaques de milices irakiennes sous commandement et contrôle des Gardiens de la Révolution iraniens, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a effectué la semaine dernière une visite surprise à Bagdad.

La décision américaine a été prise suite à cette visite et après les attaques qui ont visé des navires au large des Emirats arabes unis et des installations pétrolières en Arabie saoudite - dont l'Iran est fortement soupçonné d'être l'instigateur.

Alors que le guide suprême iranien Ali Khamenei avait assuré mardi qu'il "n'y aurait pas de guerre avec les Etats-Unis", le président Hassan Rohani a lui évoqué une "guerre économique" menée par Washington.

Le Kremlin s'est pour sa part dit inquiet de cette "escalade des tensions" qui "se poursuit", accusant Washington de "provoquer" Téhéran.

Soupçonnée d'alimenter l'escalade en exagérant le niveau de la menace, l'administration Trump a plaidé mercredi la sincérité.

D'autant qu'elle a été plongée dans l'embarras par le général Chris Ghika, un porte-parole britannique de la coalition internationale, sous commandement américain, présente en Irak et Syrie pour lutter contre les jihadistes, qui a démenti mardi toute "aggravation de la menace posée par les forces pro-iraniennes".

Selon le New York Times, le ministre américain de la Défense, Patrick Shanahan, a présenté à des conseillers de Donald Trump un plan selon lequel jusqu'à 120.000 hommes pourraient être envoyés au Moyen-Orient si l'Iran attaquait des forces américaines.

Les Emirats ont plaidé mercredi pour une désescalade des tensions.

Sources : Reuters, AFP

Les prisons d'Irak, nouveau vivier pour les jihadistes ?

9 mai 2019

L'Irak se propose de juger jihadistes locaux et étrangers mais ses prisons surpeuplées et minées par la corruption comme d'autres institutions du pays, pourraient redevenir les "universités du jihad" qu'elles ont déjà été, préviennent des experts.

La détention a été un moment-clé pour nombre de figures jihadistes, à commencer par Abou Bakr al-Baghdadi, le chef du groupe Etat islamique (EI) qui a perdu son dernier bastion fin mars en Syrie et dont le sort est inconnu.

Après l'invasion des Etats-Unis de l'Irak en 2003, il a été détenu au camp Bucca, immense prison installée par les Américains dans le sud de l'Irak fermée en 2009. Ce centre de détention, où se côtoyaient dignitaires déchu du régime de Saddam Hussein et nébuleuse jihadiste, avait été surnommé "l'université du jihad".

La solution est la "mise à l'isolement", estime Hicham al-Hachémi, spécialiste des mouvements radicaux, mais elle nécessiterait de coûteux travaux. Les prisons sont surpeuplées.

Et avec 20.000 personnes arrêtées pour liens présumés avec l'EI selon des études --sûrement bien plus selon les défenseurs des droits humains--, le bouillon de culture pénitentiaire "va donner naissance à un nouveau Bucca", martèle Fadel Abou Reghif, expert en questions stratégiques.

Déjà, renchérit M. Hachémi, "l'EI a mis sur pied (en prison) un réseau (...) entre les détenus jihadistes avec des relais de communication". Des informations sortent ou entrent ainsi en prison ou d'une prison à l'autre, "notamment grâce aux épouses, mères et sœurs, seules autorisées à se rendre au parloir", affirme une source pénitentiaire.

Récemment, l'Irak a proposé aux pays occidentaux de juger le millier d'étrangers aux mains des Kurdes de Syrie en échange d'au moins deux milliards de dollars. Mais, rappellent des sources occidentales inquiètes, des évasions ou des attaques contre des prisons ont déjà eu lieu en Irak par le passé.

Car dans le 12^e pays le plus corrompu au monde, même sans violence, certains peuvent acheter leur liberté, assure M. Hachémi qui estime que "la corruption dans les prisons a atteint un très haut niveau".

Pour le moment, estime Belkis Wille, de l'ONG Human Rights Watch (HRW), une seule chose est sûre à Bagdad : "les autorités ne veulent absolument pas d'un nouveau camp Bucca". Et, poursuit-elle, "c'est en partie pour cela que de nombreux accusés sont condamnés à la peine de mort ou à la perpétuité".

Source : AFP

En Irak, le "rap islamique" chiite fait des étincelles

6 mai 2019

Devant l'estrade, une foule d'hommes se frappe la poitrine en rythme : ce pourrait être une scène traditionnelle de l'islam chiite avec ses longues séances de psalmodies, mais la salle est une mosquée et les incantations... un rap pour l'imam Hussein!

En Irak, des groupes se sont formés pour adapter au rap moderne les "latmiyates", ces vers chantés retraçant l'épopée et le martyre des imams et autres figures de l'islam chiite, dans le souci de les mettre au goût du jour et attirer les jeunes.

S'ils électrisent des foules, ces groupes s'attirent aussi les foudres de dignitaires religieux choqués de voir la tradition malmenée dans le sud chiite, rural et tribal. Le "rap islamique" est "une perversion" qui "n'a rien à voir avec l'islam", ce sont "des absurdités" : l'imam Latif al-Amidi, coiffé du turban noir des descendants du prophète Mahomet ne mâche pas ses mots.

Pour lui, il est interdit de mêler religion et musique ou percussion occidentale --des "péchés" selon lui--, quelle que soit la raison invoquée. C'est pourtant pour ramener les jeunes dans le droit chemin qu'a été créé le "rap islamique husseini" --en référence à l'imam Hussein, petit-fils du prophète et l'une des figures fondatrices du chiisme--, assure Karrar al-Bederi, chanteur.

"Les jeunes ont abandonné la religion et la morale à cause des hommes de religion classiques, qui sont des rétrogrades", accuse ce jeune Irakien. Et, pour cette raison, "la criminalité, les drogues et l'athéisme ont explosé" en Irak ces dernières années, martèle-t-il.

Le cheikh Salem al-Janahi, important clerc chiite, fait le même constat que les jeunes rappers. Les représentants religieux rigides "ont fait fuir les jeunes en se mêlant à la corruption et à la politique", dit-il à l'AFP.

L'imbrication entre politique et religion est prégnante en Irak, où les tensions confessionnelles qui ont suivi l'invasion emmenée par les Etats-Unis en 2003 ont laissé des fractures béantes dans une société multiethnique et aux diverses confessions.

Source : AFP

Les USA mettent fin à des accords préférentiels avec la Turquie

17 mai 2019

Washington a mis fin jeudi au traitement commercial préférentiel dont bénéficiait la Turquie qui lui permettait d'exporter aux Etats-Unis des produits libres de droits de douane, mais a réduit de moitié les droits de douane sur les importations d'acier turc.

L'année dernière, Donald Trump avait imposé des droits de douane de 20% sur les importations d'aluminium turc et de 50% sur celles d'acier, afin de faire pression sur Ankara pour l'obliger à libérer le pasteur américain Andrew Brunson, accusé par les autorités turques de terrorisme. Il a été libéré en octobre dernier.

La Maison blanche a annoncé par ailleurs jeudi qu'elle réduirait à 25% les droits de douane sur les importations d'acier.

"Maintenir les droits de douane actuels de 25% sur la plupart des pays est nécessaire et approprié pour l'instant afin de remédier à la menace d'affaiblissement de la sécurité nationale".

La Turquie faisait partie des 120 pays qui participaient au SPG, un programme qui vise à promouvoir le développement économique des bénéficiaires en éliminant les barrières commerciales sur des milliers de produits.

Dans le cadre du SPG, les Etats-Unis ont importé pour 1,66 milliards de dollars de produits turcs en 2017, soit 17,7% des importations américaines en provenance de Turquie, selon les données du bureau du représentant au Commerce (USTR).

Source : Reuters

Washington demande à la Turquie le report de la livraison de S-400 russes

14 mai 2019

Les Etats-Unis ont demandé à la Turquie de reporter la livraison par la Russie de missiles S-400, a-t-on appris lundi de source au fait du dossier.

Washington s'oppose à l'achat par Ankara de ce système de missiles, que Moscou doit livrer à la Turquie en juillet.

Un haut fonctionnaire turc a toutefois déclaré que la position turque n'avait pas varié. L'administration américaine a demandé à la Turquie de reporter cette livraison qui pourrait, dit-elle, remettre en cause la participation turque au programme d'avion de combat F-35. Des discussions se poursuivent à ce sujet, a-t-on ajouté de même source.

Source : Reuters

Turquie : levée de l'interdiction imposée au chef kurde Öcalan de voir ses avocats

16 mai 2019

L'interdiction de rencontrer ses avocats, imposée depuis 8 ans au chef historique détenu de la rébellion kurde Abdullah Öcalan, détenu en Turquie, a été levée jeudi, deux semaines après l'autorisation d'une première visite.

Malgré un isolement quasi total depuis sa capture et son incarcération sur l'île-prison d'Imrali près d'Istanbul en 1999, M. Öcalan reste une figure de référence pour la rébellion kurde en Turquie, où le conflit entre l'Etat et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont il fut l'un des fondateurs, a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Le PKK est un groupe classé "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

La semaine dernière, M. Öcalan appelait les centaines de personnes actuellement en grève de la faim dans les prisons turques pour protester contre ses conditions de détention à ne pas mettre leur vie en danger.

Il avait également appelé à "prendre en considération" les "sensibilités" de la Turquie en Syrie, où une milice kurde syrienne liée au PKK contrôle de vastes territoires dans le nord du pays, au grand dam d'Ankara qui craint la création d'une entité kurde à ses frontières.

Abdullah Öcalan avait été condamné à mort le 29 juin 1999 pour trahison et tentative de diviser la Turquie mais sa peine a été commuée en 2002 en réclusion à perpétuité, après l'abolition de la peine de mort en Turquie.

Selon le parti pro-kurde HDP, quelque 3.000 prisonniers sont actuellement en grève de la faim pour réclamer l'assouplissement des conditions de sa détention, la plupart ayant rejoint le mouvement par solidarité avec la députée pro-kurde Leyla Güven, qui refuse de s'alimenter depuis novembre dernier.

Huit personnes se sont par ailleurs suicidées en prison depuis le début du mouvement, selon le HDP. Depuis la rupture en 2015 d'un fragile cessez-le-feu dans le sud-est de la Turquie, le discours du président Recep Tayyip Erdogan au sujet des rebelles kurdes s'est nettement durci, faisant s'éloigner la perspective d'une solution politique négociée au conflit.

La décision annoncée jeudi survient également au moment où le parti au pouvoir, l'AKP, s'efforce de séduire les électeurs à Istanbul en vue de l'élection municipale prévue le 23 juin, après l'annulation du scrutin remporté par l'opposition fin mars.

Or de nombreux observateurs avaient estimé que le vote des Kurdes y avait été déterminant, le parti HDP ayant préféré soutenir le principal candidat de l'opposition, Ekrem Imamoglu, plutôt que de présenter son propre candidat.

Source : AFP

Le maire déchu d'Istanbul promet une "révolution" démocratique

9 mai 2019

Il promet une "révolution" dans les urnes : après l'annulation controversée du premier scrutin, le maire déchu d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, voit les prochaines élections municipales comme un "combat pour la démocratie".

Après un déluge de recours déposés par le parti du président Recep Tayyip Erdogan dénonçant des "irrégularités massives", les autorités électorales turques ont annulé le scrutin municipal du 31 mars remporté à Istanbul par M. Imamoglu. L'annulation de l'élection a été qualifiée par l'opposition de "putsch contre les urnes" et a suscité la préoccupation de pays occidentaux.

La défaite du parti présidentiel AKP à Istanbul, une ville contrôlée par les islamo-conservateurs depuis 25 ans, a porté un rude coup au président Erdogan qui avait acquis la réputation d'être invincible dans les urnes. L'opposition et des analystes estiment qu'en faisant annuler le scrutin du 31 mars, M. Erdogan risque de saper la confiance des Turcs dans les élections.

Bien plus que le choix d'un édile, "l'élection municipale d'Istanbul est devenue un combat pour la démocratie", avance M. Imamoglu.

Alors que des opposants redoutent des fraudes lors du nouveau scrutin, M. Imamoglu affirme que son camp "sera très attentif" et "livrera un combat acharné" pour que l'élection soit "juste".

Par ailleurs, suite à l'annulation de l'élection municipale qu'il avait remportée à Istanbul, le Parti républicain du peuple (CHP, opposition laïque) a annoncé avoir demandé l'annulation de l'ensemble des élections organisées l'an passé en Turquie, y compris la présidentielle le 24 juin.

Source : AFP

Liban : des migrantes manifestent à Beyrouth pour la défense de leurs droits

5 mai 2019

Ces migrantes, qui ont défilé ce dimanche 5 mai dans la capitale libanaise, travaillent comme employées de maison. Les abus dont elles sont victimes sont régulièrement dénoncés par les associations de défense des droits humains.

Plusieurs ONG, dont Amnesty International, ont organisé la manifestation de ce dimanche à Beyrouth. Et si le rassemblement s'est tenu un dimanche, ce n'est pas un hasard : c'est le seul jour de congé pour la majorité des travailleuses domestiques au Liban.

Les manifestantes étaient essentiellement des femmes étrangères, employées de maisons. Leur principale revendication : l'abolition de la *kafala*, qui régit le travail des femmes migrantes. Pour les ONG, ce système est à la base des abus régulièrement dénoncés : il lie en effet le permis de séjour d'une employée de maison au contrat avec son employeur.

Autrement dit, c'est une relation de dépendance, où les employées sont vulnérables. La majorité des domestiques étrangères au Liban sont originaires d'Éthiopie. Un pays qui, comme les Philippines, interdit aujourd'hui à ses ressortissantes de travailler au pays du Cèdre, à cause des situations d'abus.

Mais malgré ces interdictions, des femmes continuent d'arriver au Liban par des voies détournées. Si on ne peut pas généraliser, et que des foyers libanais respectent les droits de leurs employés, pour Diala Haydar, chercheuse à Amnesty International, les abus restent une constante depuis dix ans, et ils prennent de multiples formes.

Source : RFI

Yémen : Ryad accuse l'Iran et frappe Sanaa dans des raids anti-rebelles

9 mai 2019

La coalition menée par l'Arabie saoudite a mené jeudi une série de raids aériens sur la capitale yéménite Sanaa, 48 heures après une attaque de drones sur un oléoduc pétrolier saoudien revendiquée par les rebelles Houthis mais que Ryad a directement imputée à l'Iran.

Les Houthis contrôlent Sanaa et sont combattus depuis 2015 par la coalition militaire. Cette coalition avait promis mercredi soir de riposter "avec force" aux attaques des rebelles iraniens du Yémen.

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé jeudi soir la reprise des opérations sur cet oléoduc. Ces "actes terroristes" ont été "ordonnés par le régime à Téhéran et menés par les Houthis", a déclaré jeudi dans un tweet le prince Khaled ben Salmane, fils du roi saoudien et vice-ministre de la Défense.

De son côté, Adel al-Jubeir, ministre d'Etat saoudien aux Affaires étrangères, a déclaré que les Houthis agissaient sur les ordres des Gardiens de la Révolution de l'Iran.
Suite aux raids, Médecins sans frontières (MSF) a fait état d'au moins 4 morts et 48 blessés.

Les frappes aériennes de jeudi sur Sanaa s'inscrivent dans un contexte de montée des tensions dans le Golfe où, en plus de l'oléoduc, quatre navires --deux saoudiens, un norvégien et un émirati-- ont été la cible de mystérieux "actes de sabotage" dimanche au large des Emirats arabes unis.

La guerre au Yémen oppose depuis plus de quatre ans des forces progouvernementales, appuyées militairement par Ryad et Abou Dhabi, aux rebelles Houthis, qui contrôlent de vastes zones de l'ouest et du nord du Yémen dont la capitale Sanaa.
Les Houthis sont soutenus par l'Iran, qui réfute toutefois leur fournir une aide militaire.

Le conflit a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires.

Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'assistance, d'après l'ONU.

Mercredi, l'envoyé spécial de l'ONU au Yémen, Martin Griffiths, a averti le Conseil de sécurité de l'ONU qu'en dépit d'un désengagement rebelle ces derniers jours de trois ports, dont Hodeida (ouest), le Yémen risquait toujours de sombrer dans une guerre totale.

Le gouvernement yéménite et les Houthis doivent poursuivre le redéploiement des forces dans l'Ouest et retourner à la table des négociations pour un accord plus large, a-t-il dit.
Selon des témoins, des affrontements entre rebelles et forces loyalistes ont éclaté mercredi au sud de la ville de Hodeida, où une trêve relative est en vigueur.

Le port de Hodeida est crucial pour les importations et l'aide internationale au Yémen où des millions de personnes restent menacées par la famine.

Or, la semaine dernière, des silos à blé cruciaux pour la population y ont été touchés par des tirs.

Syrie : l'ONU lance un cri d'alarme sur le sort des civils à Idlib, Al Hol et Roukban

16 mai 2019

Malgré les pressions turques et les mises en garde internationales, l'armée syrienne et ses alliés poursuivent leur offensive contre les djihadistes dans les provinces d'Idlib et de Hama.
Depuis le début de l'offensive de l'armée syrienne, avec l'appui de l'aviation russe, le 30 avril, l'Observatoire des droits de l'homme a établi un bilan de 435 morts, dont 150 civils.

Le Bureau de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie a exprimé jeudi son inquiétude concernant les conséquences de l'escalade militaire à Idlib sur les civils, la situation à Al Hol et le sort des populations à Roukban.

« Les conflits se sont intensifiés au nord-ouest de la Syrie, affectant les civils, les infrastructures civiles et la prestation de services dans le nord du gouvernorat de Hama et dans le sud du gouvernorat d'Idlib », a déclaré la Conseillère humanitaire principale auprès de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Najat Rochdi.

Mme Rochdi s'est dite préoccupée des informations faisant état d'actes de violence et d'hostilités dans le nord-ouest de la Syrie. Ces violences auraient fait au moins une centaine de morts ou de blessés parmi les civils et plus de 180.000 personnes déplacées depuis le 28 avril.

Depuis fin avril, 18 centres de soins au total auraient été touchés, dont 11 dans la province de Hama, 6 à Idlib et 1 dans la province d'Alep. Au moins quatre personnels de santé ont été tués. Au moins 16 écoles et 3 sites de déplacés internes auraient également été touchés.

Selon l'ONU, près de 3 millions de personnes vivent encore à Idlib où 2,1 millions de civils ont besoin d'assistance humanitaire. Environ 1,4 million de personnes se sont déplacées au moins une fois dans cette région.

Depuis fin avril, des bombardements aériens se sont intensifiés contre le sud de la province d'Idlib et le nord de la région voisine de Hama. Des hôpitaux et des écoles ont notamment été touchés.

S'agissant de la situation à Al Hol au nord-est de la Syrie, l'ONU s'est dite préoccupée du sort de 73.000 personnes vivant là-bas. Ce camp est surpeuplé et 90 % des déplacés sont des femmes et des enfants.

L'ONU reste aussi extrêmement préoccupée par la santé et la sécurité de 29.000 personnes à Roukban, en Syrie, où la situation humanitaire est critique. En raison de la détérioration des conditions de vie et dans un contexte de pénurie de services de base, plus de 12.000 déplacés ont déjà quitté le camp de Roukban pour se réfugier à nouveau à Homs.

Mme Rochdi a réitéré l'appel du Groupe de travail sur l'accès humanitaire en faveur d'une « désescalade urgente » des combats à Idlib et pour que les belligérants s'engagent de nouveau à respecter l'accord de désescalade signée le 17 septembre 2018 par la Russie, la Turquie et les Etats-Unis.

Source : ONU

Une ONG dénonce l'accélération de la colonisation israélienne

17 mai 2019

Selon l'ONG La Paix maintenant, la construction dans les colonies israéliennes de Cisjordanie a augmenté à un rythme accéléré en 2018.

L'ONG La Paix maintenant a recensé 2 100 nouveaux logements en cours de construction en 2018, soit près de 200 de plus que la moyenne des dix dernières années.

En 2017, l'accélération avait été encore plus forte : elle était alors de 20 %, rappelle Brian Reeves, directeur du développement et des relations extérieures de La Paix maintenant.

Si la colonisation s'est accélérée depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, elle se faisait déjà à un rythme soutenu depuis 2009.

Pour le directeur du développement et des relations extérieures de l'ONG, à ce rythme de développement, il ne faut plus que quelques années pour enterrer pour de bon la solution à deux États.

Source : RFI

Alstom renonce à participer à l'extension du tramway de Jérusalem

15 mai 2019

Le groupe français Alstom a fait savoir qu'il ne participerait pas à l'appel d'offres en cours à propos de l'extension du tramway de Jérusalem. Il avait pourtant participé à la construction de la première ligne de tram.

Il aurait invoqué l'impact de cette construction sur le respect des droits des Palestiniens et l'illégalité de sa participation à ce projet au regard du droit français. Car le tramway de Jérusalem est un projet très controversé.

Pour ses détracteurs, le tramway facilite les déplacements des colons, les Israéliens qui vivent dans la partie est de la ville. Il participe ainsi à « la politique d'annexion et de colonisation israélienne en territoire palestinien occupé », estime la Fédération internationale des droits de l'homme.

Israël a annexé la partie est de Jérusalem en 1980 et aux yeux du droit israélien, l'ensemble de la ville fait partie du territoire national. Mais l'annexion n'a pas été reconnue par la communauté internationale et les Palestiniens revendiquent la partie orientale de la ville comme la capitale de leur futur État.

Le statut de Jérusalem est souvent considéré comme l'un des sujets les plus sensibles du règlement du conflit.

Des organisations de défense des droits de l'homme et des associations pro-palestiniennes ont donc fait pression sur les compagnies étrangères engagées dans la construction de ce tramway.

Source : RFI

Les Palestiniens commémorent la Nakba, heurts à Gaza avec l'armée israélienne

15 mai 2019

C'est une date commémorée chaque année par les Palestiniens : le 15 mai marque pour eux la Nakba, la « catastrophe » qu'a représentée l'exil de plus de 700 000 d'entre eux à la création d'Israël en 1948.

Des manifestations sont organisées tous les ans pour marquer l'événement. Les plus grands rassemblements avaient lieu ce mercredi 15 mai dans la bande de Gaza. Selon l'armée israélienne, 10 000 personnes se sont massées le long de la barrière de séparation.

Les autorités gazaouies, elles, disent avoir recensé une soixantaine de blessés dans des heurts avec les forces israéliennes. L'an dernier, les commémorations de la Nakba avaient coïncidé avec l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem et les rassemblements de protestation dans la bande de Gaza avaient été particulièrement meurtriers.

Ce mercredi, les autorités gazaouies comme israéliennes s'étaient préparées à un nouveau face-à-face tendu.

Finalement, cette journée de protestation a été marquée par de nouvelles violences, mais relativement contenues.

Alors que les groupes armés de Gaza et l'armée israélienne observent un fragile cessez-le-feu, les organisateurs des rassemblements palestiniens avaient promis de déployer des volontaires pour tenter de limiter les accrochages.

Source : RFI

A Gaza, plus d'un million de personnes risquent de ne pas avoir assez à manger en juin (UNRWA)

13 mai 2019

Plus d'un million de personnes à Gaza risquent de ne pas avoir assez de nourriture en juin si l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ne reçoit pas 60 millions de dollars supplémentaires d'ici la fin du mois.

Sans ce financement supplémentaire d'urgence, l'UNRWA aura de grandes difficultés à fournir de la nourriture à plus de la moitié de la population de Gaza qui se trouve dans une situation de pauvreté et lutte contre l'insécurité alimentaire.

L'UNRWA est presque entièrement financé par des contributions volontaires et l'appui financier dont il dispose a été dépassé par la croissance des besoins.

Gaza a payé un lourd tribut humain lors des manifestations de la Grande Marche du Retour organisées toute l'année écoulée.

195 Palestiniens ont été tués et 29.000 personnes sont toujours victimes de blessures physiques et psychologiques persistantes. Un bilan humain lourd après trois conflits dévastateurs à Gaza depuis 2009 qui ont fait au moins 3.790 décès et plus de 17.000 blessés.

Selon un rapport publié par l'ONU en 2017, Gaza sera invivable d'ici 2020.

Avec un taux de chômage de plus de 53% et plus d'un million de personnes dépendant des distributions trimestrielles de nourriture de l'UNRWA, ce sont principalement les actions humanitaires de prévention menées par les agences des Nations Unies, et des envois de fonds de l'étranger qui ont empêché Gaza de s'effondrer.

Source : ONU

Le Qatar distribue de l'argent à Gaza

13 mai 2019

Le Qatar a commencé lundi à distribuer des millions de dollars aux familles défavorisées de la bande de Gaza, un geste destiné à apaiser les tensions après un nouvel accès de violence entre les groupes armés palestiniens de l'enclave sous blocus et Israël.

"La distribution d'aide en liquide a commencé ce matin à raison de 100 dollars par famille défavorisée", a dit à l'AFP un responsable qatari sous le couvert de l'anonymat. Quelque 108.000 familles doivent en bénéficier, a-t-il ajouté.

Cette aide est versée un peu plus d'une semaine après une énième poussée de fièvre entre groupes armés palestiniens de Gaza et Israël, qui a tué 25 Palestiniens, dont au moins 9 identifiés comme des combattants, et 4 civils israéliens, faisant craindre une nouvelle guerre.

Un accord de cessez-le-feu conclu par l'entremise du Caire et de l'ONU a été annoncé au bout de deux jours. Tenu secret, il prévoirait des mesures d'apaisement bénéficiant aux Gazaouis et réclamées par le mouvement islamiste Hamas, au pouvoir dans l'enclave palestinienne, en échange d'un retour au calme exigé par Israël.

Israël et Gaza se sont livrés trois guerres depuis 2014. Le Qatar, soutien du Hamas dans la région, joue un rôle primordial dans les efforts pour empêcher une nouvelle guerre. Depuis novembre, il a distribué, avec la discrète approbation israélienne, des millions de dollars pour soulager les maux de l'enclave palestinienne éprouvée par les guerres, les blocus et la pauvreté.

L'envoyé de l'ONU pour le Proche-Orient, Nickolay Mladenov, a salué les décisions prises ces derniers jours par Israël, comme la réouverture des points de passage frontaliers pour les personnes et les biens, et les zones de pêche autorisées aux professionnels gazaouis en Méditerranée.

L'ONU travaille par ailleurs à une série de projets pour améliorer les conditions de vie à Gaza, a dit l'émissaire Mladenov.

Environ 80% des Gazaouis sont tributaires de l'aide internationale, selon les Nations unies.

L'enclave palestinienne, coincée entre Israël, l'Égypte et la Méditerranée, est soumise à un strict blocus terrestre, maritime et aérien imposé depuis plus de dix ans par Israël qui affirme vouloir contenir le Hamas.

Depuis 2013, l'Égypte maintient fermé en quasi-permanence le poste-frontière de Rafah.

Source : AFP

Les Arabes israéliens commémorent la "catastrophe" de l'exode des Palestiniens en 1948 *9 mai 2019*

Des milliers d'Arabes israéliens et de Palestiniens ont manifesté pour commémorer la "Nakba" ou la "catastrophe" qu'a représentée pour eux la création d'Israël et qui a été synonyme d'exode pour des centaines de milliers de Palestiniens.

Les juifs israéliens célèbrent parallèlement jeudi le "jour de l'Indépendance", anniversaire de la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai 1948 qui tombe cette année, selon le calendrier juif, le 9 mai.

Après cette proclamation et la guerre israélo-arabe qui s'ensuivit, plus de 760.000 Palestiniens ont pris le chemin de l'exode et plus de 400 localités ont été rasées par les forces israéliennes. Ils réclament depuis le droit au retour. Israël refuse, faisant valoir qu'autoriser même une fraction d'entre eux à revenir reviendrait à proclamer sa propre fin en tant qu'État juif.

Début mai, des milliers d'Arabes israéliens et des Palestiniens de Jérusalem-Est, secteur palestinien de la ville sainte occupé et annexé par Israël, ont manifesté près de la ville arabe d'Umm al-Fahm, dans le nord d'Israël, brandissant des drapeaux palestiniens, selon un photographe de l'AFP.

Les Arabes israéliens sont les descendants de Palestiniens restés sur leurs terres après 1948. Ils représentent environ 17,5% des près de 9 millions d'Israéliens. Ils soutiennent en majorité la cause palestinienne.

"La commémoration de la Nakba a pris une importance exceptionnelle cette année, avec le besoin de (...) contrecarrer" le plan de paix que doivent dévoiler prochainement les Etats-Unis, a déclaré lors de la manifestation Ayman Odeh, un député arabe du Parlement israélien.

Les Palestiniens rejettent ce plan avant même de le connaître, tant l'administration de Donald Trump s'est discréditée à leurs yeux par ses mesures hostiles à leur cause et foncièrement pro-israéliennes selon eux.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

Moscou et Washington cherchent des terrains de rapprochement, Syrie en tête

15 mai 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, venu en Russie briser la glace avec Vladimir Poutine, s'est efforcé de trouver des terrains d'ententes sur des dossiers concrets comme la Syrie, malgré de nombreux désaccords persistants.

La visite du secrétaire d'Etat américain à Sotchi, sur la mer Noire, où il été reçu par le président russe après trois heures d'entretiens avec son homologue Sergueï Lavrov, constitue la rencontre au plus haut niveau entre responsables des deux puissances rivales depuis le sommet d'Helsinki de juillet.

"Nous avons dit à plusieurs reprises que nous voudrions rétablir des relations complètes", a assuré le président russe au début de la rencontre.

"Certains domaines de coopérations sont excellents, sur la Corée du Nord, l'Afghanistan et la lutte contre le terrorisme", a souligné de son côté Mike Pompeo.

Mike Pompeo a mis en avant les dossiers sur lesquels Moscou et Washington pourraient avancer ensemble, notamment le conflit syrien qui a fait plus de 370.000 morts depuis 2011, poussé à la fuite des millions de personnes et morcelé le pays. Selon lui, les deux pays ont désormais "une idée commune des points de blocage" et peuvent "travailler ensemble".

Mike Pompeo a également souligné que Moscou et Washington avaient les "mêmes objectifs" sur le dossier nucléaire nord-coréen, bien que la rencontre chaleureuse entre Vladimir Poutine et Kim Jong Un fin avril ait contrasté avec le fiasco du sommet de Hanoï avec Donald Trump en février.

Du Venezuela aux traités de désarmement, la liste des désaccords reste très longue. Mais la Maison Blanche espère que la fin de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, qui a conclu à une ingérence russe dans la présidentielle de 2016 mais pas à une collusion entre l'équipe du candidat Trump et la Russie, permette de tourner la page de relations glaciales.

Le sujet, qui a empoisonné la première partie du mandat de Donald Trump et entravé sa promesse de campagne de rapprochement avec le Kremlin, a néanmoins donné lieu à une passe d'armes entre Mike Pompeo et Sergueï Lavrov.

"Les ingérences dans les élections américaines sont inacceptables", a martelé Mike Pompeo. Si la Russie interfère dans la présidentielle américaine de 2020, "cela aggraverait encore notre relation, nous ne le tolérerions pas". "Les faits montrent que ceux qui montent ce sujet en épingle n'ont pas de preuves", a sèchement répliqué Sergueï Lavrov.

Par ailleurs, Mike Pompeo s'est notamment opposé avec Sergueï Lavrov sur la crise politique vénézuélienne, M. Pompeo demandant à la Russie de cesser de soutenir le président vénézuélien Nicolas Maduro.

D. Trump et V. Poutine devraient se rencontrer en marge du sommet du G20 fin juin.

Source : AFP

Les USA "pas sincères" sur leur volonté de négocier, selon la presse officielle chinoise

17 mai 2019

Les Etats-Unis ne sont pas sincères sur leur volonté de reprendre les discussions commerciales avec la Chine et leurs récentes décisions ont dégradé le climat des négociations, écrit vendredi la presse officielle chinoise.

Le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, a déclaré mercredi qu'il se rendrait bientôt à Pékin pour y poursuivre les négociations avec les autorités chinoises après l'échec de pourparlers entre les deux premières puissances économiques mondiales la semaine dernière à Washington.

La veille, le président américain Donald Trump avait assuré que les discussions avec la Chine n'avaient pas échoué. Mais le ministère chinois du Commerce a déclaré jeudi qu'il ne disposait d'aucune information concernant un projet de visite d'une délégation américaine.

Pékin a également été exaspérée par la décision mercredi de l'administration Trump d'exclure le géant chinois des télécommunications Huawei Technologies du marché américain des télécoms.

L'agence de planification nationale chinoise a reconnu vendredi que les tensions commerciales avec les Etats-Unis avaient un impact négatif sur l'économie chinoise tout en assurant que celui-ci était "contrôlable". Elle a ajouté que des contre-mesures seraient prises si nécessaire pour "maintenir les opérations économiques dans une fourchette raisonnable".

Washington a relevé vendredi dernier les tarifs douaniers sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises et Trump a ordonné à son administration d'entamer les procédures pour relever les droits de douane sur le reste des produits chinois. Pékin a répliqué en annonçant son intention d'imposer des taxes sur 60 milliards de dollars de produits américains importés.

Source : Reuters

Commerce : Lagarde (FMI) juge "impératif" de dissiper les tensions

7 mai 2019

La résolution des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine constitue un "impératif" pour ne pas pénaliser la croissance mondiale, a déclaré la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Pour la directrice générale du FMI, au-delà d'une "réduction voire élimination des tensions", il est nécessaire d'aller vers l'"adoption d'un cadre juridique et réglementaire" clair qui permettra aux entreprises de continuer à développer leurs activités.

Source : Reuters

ASIE

Pékin bloque l'accès à Wikipedia avant l'anniversaire de Tiananmen

15 mai 2019

Les autorités chinoises bloquent totalement l'accès à l'encyclopédie en ligne Wikipedia, a annoncé mercredi le propriétaire du site, alors que sera commémoré le mois prochain le 30^e anniversaire du massacre de la place Tiananmen.

La version chinoise de Wikipedia est bloquée depuis 2015 par la "grande muraille électronique", un pare-feu qui empêche les utilisateurs chinois d'accéder à certains sites ou réseaux sociaux étrangers comme Facebook, Twitter ou Instagram.

Les articles en langue étrangère de l'encyclopédie consacrés à la répression du mouvement pro-démocratie à Tiananmen en 1989 et à la situation au Tibet sont aussi bloqués depuis longtemps, mais le reste du site était jusqu'alors accessible.

Pékin durcit régulièrement la censure avant des événements politiques majeurs ou sensibles, comme c'est le cas cette année avec le 100^e anniversaire du Mouvement du 4-mai, un soulèvement étudiant contre l'impérialisme, le 30^e anniversaire de Tiananmen en juin et le 70^e anniversaire de la création de la République populaire en octobre.

Source : Reuters

Pékin proteste contre l'asile accordé à la femme de l'ex-patron d'Interpol

15 mai 2019

Elu en novembre 2016 à la tête d'Interpol, dont le siège est à Lyon, Meng Hongwei a disparu fin septembre 2018 lors d'un voyage en Chine. La France a alors ouvert une enquête pour disparition inquiétante. Ce n'est qu'après plus d'une semaine que la Chine a annoncé qu'une enquête pour corruption avait été ouverte à son encontre.

La Chine a estimé mercredi que l'asile accordé par la France à la femme de l'ancien président d'Interpol Meng Hongwei constituait un "abus des procédures judiciaires françaises".

"Nous espérons que dans cette affaire, la Chine et la France pourront agir de concert conformément à la loi sur la base d'une bonne coopération."

Source : Reuters

Chine : des étudiantes vendent leurs ovocytes pour financer leurs études

13 mai 2019

En Chine, le commerce d'ovocyte est interdit par la loi, pourtant, le trafic perdure selon le *Quotidien de la jeunesse de Pékin* qui y consacre une enquête ce lundi 13 mai. Les filles sont choisies en fonction de critères esthétiques et de leur niveau d'étude.

Officiellement, il ne s'agit jamais d'argent mais de « rétribution ». Sur les affiches placardées devant les universités, comme sur les annonces diffusées sur les réseaux sociaux, ce sont des « bénévoles » qui sont recherchées par les cliniques privées de fécondation in vitro.

Des bénévoles à qui sont reversées parfois jusqu'à plus de 50 000 euros (400 000 yuans) en « frais de bouches » en échange d'un prélèvement d'ovocyte. Les jeunes femmes sont choisies en fonction de critères bien précis, raconte le *Beijing Xing Nian Bao*. Selon le ministère de la Santé, 15 à 20 % des couples souffrent d'infertilité en Chine.

Source : RFI

Panique dans un village du Pakistan après une flambée de VIH

16 mai 2019

Dans un village pauvre du Pakistan, des parents attendent anxieusement que leurs enfants passent un test de dépistage du VIH : des centaines de personnes de la région ont récemment été testées positives, semble-t-il suite à l'usage répété par un médecin d'une seringue contaminée.

La police a été dépêchée pour maintenir l'ordre parmi la foule tendue tandis que les familles se pressent dans le centre d'analyse mis en place à Wasayo, près de la ville de Larkana, dans la province du Sindh (sud).

Le Pakistan a longtemps été considéré comme un pays où la prévalence du VIH était faible. Mais le virus se propage désormais à un rythme inquiétant, en particulier chez les toxicomanes et chez les travailleurs du sexe.

Avec quelque 20.000 nouveaux cas de séropositivité recensés pour la seule année 2017, le rythme de propagation de la maladie au Pakistan est le 2^e plus rapide en Asie, selon des statistiques de l'Onu.

Le pays, dont la population est en croissance rapide, souffre déjà d'un manque d'infrastructures médicales, longtemps négligées par les autorités. Si bien que les communautés rurales pauvres sont particulièrement vulnérables face aux pratiques médicales douteuses.

"Selon certaines données gouvernementales, environ 600.000 charlatans sont actifs dans le pays et environ 270.000 pratiquent dans la province du Sindh", a indiqué l'agence UNAIDS. Des responsables provinciaux du secteur de la santé notent que les patients sont particulièrement exposés aux contaminations et aux virus par le biais d'injections.

"Pour économiser de l'argent, ces charlatans feront des piqûres à plusieurs patients avec une seule seringue. Cela pourrait être la cause principale de la multiplication des cas", estime Sikandar Memon, qui gère le programme anti-sida pour le compte de la province.

Source : AFP

Au Pakistan, les Hazaras chiites se terrent dans des "ghettos" par peur des attentats

13 mai 2019

Dans le sud-ouest du Pakistan, la communauté chiite hazara, qui compte plusieurs centaines de milliers de personnes, est contrainte de se terrer dans des "ghettos" archi-sécurisés par peur des attentats. Et les autorités semblent impuissantes à la protéger.

La dernière attaque, qui remonte au 12 avril, a fait 68 morts et blessés, essentiellement des commerçants de la communauté hazara venus s'approvisionner sur un marché de la ville de Quetta sous la protection de paramilitaires pakistanais. Ceux-ci n'ont pu empêcher un kamikaze de se faire exploser.

Les Hazaras sont la cible d'extrémistes sunnites et disent vivre dans un état de peur permanente. L'attaque, revendiquée tant par l'Etat islamique que par un groupe armé local, le Lashkar-e-Jhangvi, n'est que le dernier épisode d'une longue série de violences contre cette minorité qui se terre dans deux enclaves placées sous haute sécurité.

A Quetta, qui compte 2,3 millions d'habitants, ils sont ainsi quelque 500.000 Hazaras à habiter à Marriabad et Hazara town, deux quartiers entourés par dix check-points et que protègent 600 membres des forces de sécurité, selon un cadre du gouvernement du Baloutchistan.

Cette vaste province frontalière de l'Iran et l'Afghanistan, dont Quetta est la capitale, est la plus instable du Pakistan. Des groupes armés extrémistes et séparatistes se cachent dans ses déserts et ses montagnes.

Pour entrer dans les enclaves, les non-Hazaras doivent montrer un document d'identité. Les Hazaras, qui craignent d'en sortir, se plaignent de vivre dans un isolement complet. "Ici, c'est comme une prison", estime Bostan Ali, un militant hazara : "Coupés du reste de la ville", "confinés", "les Hazaras subissent une torture mentale."

Les Hazaras constituent une grande partie de la communauté chiite du Pakistan, qui elle-même compte pour environ 1/5^e de la population de ce pays de 207 millions d'habitants, principalement sunnite.

Aisément repérables à leurs traits asiatiques marqués, qui font d'eux des cibles faciles pour des extrémistes sunnites, ils ont subi des dizaines d'attaques depuis 2001 au Pakistan comme en Afghanistan voisin.

Ces cinq dernières années, 500 ont ainsi péri et 627 ont été blessés à Quetta, selon un cadre pakistanais des services de sécurité. Abdul Khaliq Hazara, président d'un parti hazara, estime lui qu'entre 1.500 et 2.000 Hazaras ont été tués au Baloutchistan.

Critiquée pour son inefficacité, la police affirme que "toutes les mesures sont prises pour la sécurité" des Hazaras. Ces six dernières années, "plus de policiers sont morts que de Hazaras", insiste un officier, Abdur Razzak Cheema. D'après le parti démocratique hazara, entre 75.000 et 100.000 Hazaras ont fui la violence ailleurs dans le pays ou à l'étranger.

Source : AFP

Accord entre le Pakistan et le FMI sur une aide de 6 milliards de dollars sur trois ans

13 mai 2019

Le Pakistan et le Fonds monétaire international (FMI) se sont accordés sur un nouveau plan d'assistance financière de 6 milliards de dollars sur trois ans, a annoncé le ministre pakistanais des Finances, Hafiz Shaikh. L'accord, conclu au niveau des experts, doit encore être approuvé par le conseil d'administration du FMI, a-t-il précisé à la télévision.

Le FMI a précisé que le nouveau programme d'assistance intégrait une amélioration des finances publiques du Pakistan, une réduction de sa dette publique - par une amélioration de la collecte de l'impôt - et une série de réformes administratives.

"Le Pakistan fait face à un environnement économique complexe, avec une croissance molle, une inflation élevée, un fort endettement et une position extérieure faible", note le FMI dans un communiqué présentant le cadre de l'accord obtenu après des mois de négociations.

Ce nouveau programme est le 13^e liant le FMI et le Pakistan depuis la fin des années 1980. Le gouvernement du Premier ministre Imran Khan, arrivé au pouvoir l'an dernier, a longtemps été réticent à l'idée de négocier ce nouvel accord avec le Fonds, se tournant d'abord vers l'assistance de pays alliés comme la Chine, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Mais l'inflation qui a dépassé les 8% et la glissade de la roupie pakistanaise l'ont contraint à se tourner une nouvelle fois vers le FMI. Le Pakistan se heurte depuis des décennies à des difficultés de collecte de l'impôt et à une évasion fiscale de grande ampleur. Le chef de ses services fiscaux a été remplacé en début de semaine.

Source : Reuters

Singapour adopte une législation drastique contre les infox, malgré les critiques

8 mai 2019

Le Parlement de Singapour a voté mercredi une loi drastique pour lutter contre les infox, qui permettra aux autorités d'ordonner le retrait de contenus, malgré les protestations de géants des nouvelles technologies, de médias et de défenseurs des droits de l'homme.

Cette loi donne au gouvernement le pouvoir d'ordonner à des sites comme Facebook et Twitter d'ajouter des messages de "correction" à côté des posts jugés faux par les autorités singapouriennes, voire de les retirer.

Les compagnies risquent une amende pouvant aller jusqu'à un million de dollars de Singapour (658.000 euros). Les personnes reconnues coupables encourent des peines de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans.

Le gouvernement de la cité-Etat, critiquée de longue date pour les entraves à la liberté d'expression, a expliqué que ces mesures étaient nécessaires afin de lutter contre les fausses informations qui, selon lui, menacent la sécurité nationale et peuvent semer la division au sein de ce pays multi-ethnique de 5,6 millions d'habitants.

Alors que l'internet a été jusque-là un espace d'expression relativement libre à Singapour, le texte a suscité la colère des défenseurs des droits de l'homme, des géants des nouvelles technologies et des représentants de la presse.

Source : AFP

Couronné, le roi de Thaïlande lance un appel à "la paix" dans un pays divisé

4 mai 2019

Maha Vajiralongkorn, couronné samedi roi de Thaïlande, a lancé un appel à "la paix" dans un pays qui reste profondément divisé après les législatives de mars.

Il s'est adressé aux membres de la famille royale et à certains des plus hauts dignitaires du royaume, notamment le chef actuel de la junte au pouvoir Prayut Chan-o-Cha.

Ce couronnement est l'occasion pour Maha Vajiralongkorn de s'afficher comme le garant de l'unité du royaume, qui a connu douze coups d'Etat depuis 1932, dont deux au 21^e siècle.

D'autant que la Thaïlande reste politiquement très divisée après les élections législatives du 24 mars, les premières depuis la prise du pouvoir par l'armée il y a cinq ans.

Plus d'un mois après le scrutin, les deux camps pro-junte et anti-junte revendiquent la victoire, cherchant à former une coalition pour obtenir une majorité à la chambre basse du Parlement. Et l'opposition dénonce de nombreuses fraudes.

Source : AFP

Birmanie : des villageois assiégés par l'armée dans l'État d'Arakan, urgence humanitaire pour 700 000 personnes

14 mai 2019

Des habitants d'un village de l'État d'Arakan (aussi appelé Rakhine), dans l'ouest, sont encerclés par l'armée birmane, coupés du monde depuis un raid mené par ses soldats il y a deux semaines au cours duquel six villageois ont été abattus. D'après un témoin, les villageois sont désormais contraints de faire bouillir de l'eau « boueuse » pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

La région fait face depuis plusieurs mois à une recrudescence des combats entre les forces armées birmanes et l'Armée d'Arakan (AA), une faction rebelle forte de plusieurs milliers de combattants qui lutte pour obtenir plus d'autonomie en faveur de la population bouddhiste (dite rakhine ou arakanaise).

Des milliers de soldats ont été déployés ces derniers mois dans la région. Et 30 000 personnes ont été obligées de fuir les combats depuis décembre. Dans l'État d'Arakan, plus de 700.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont des dizaines de milliers de Rohingyas et Kamans déplacés qui restent toujours confinés dans des camps.

L'État d'Arakan a également été le théâtre d'une campagne sanglante en 2017 qui a contraint à l'exil au Bangladesh 740 000 musulmans rohingyas, fuyant les violences des militaires birmanes et de milices bouddhistes.

A l'ONU, la Mission indépendante d'établissement des faits sur les violences contre les Rohingyas a exhorté la communauté internationale à couper tout soutien financier à l'armée,

affirmant que ses commandants doivent être isolés et traduits devant un tribunal crédible afin de répondre aux accusations de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Face à une situation qui « est au point mort », la Mission estime que ces « mesures sont nécessaires » car le Myanmar n'a pas fait suffisamment pour résoudre les conflits dans le pays et protéger les droits de l'homme, y compris ceux de plus d'un million de civils de l'ethnie rohingya qui ont été contraints à l'exil.

Un rapport de 444 pages, soumis au Conseil des droits de l'homme en septembre 2018, montrait que l'armée violait de manière brutale et systématique les droits fondamentaux des minorités ethniques dans l'ensemble du pays.

Le document s'est concentré sur les « opérations de nettoyage » menées par l'armée contre la minorité rohingya dans l'État de Rakhine en 2017, lorsque les forces de sécurité ont tué des milliers de civils rohingyas, violé et agressé sexuellement des femmes et des filles.

Les enquêteurs avaient également mis en évidence l'incendie de villages, avec des pics de violence qui ont poussé 700.000 personnes à se réfugier au Bangladesh voisin en deux mois. La Cour pénale internationale procède également à son propre examen.

Sources : RFI, ONU

La Corée du Nord exige la restitution du cargo saisi par les Etats-Unis

14 mai 2019

La Corée du Nord a qualifié mardi d'"acte illégal de vol" la saisie la semaine dernière d'un de ses cargos par les autorités américaines qui l'accusent d'avoir violé les sanctions internationales, et a exigé la restitution du bâtiment.

La justice américaine a annoncé jeudi dernier la saisie du "Wise Honest", accusé d'avoir violé les sanctions internationales en exportant du charbon et en important des machines. Le navire avait été bloqué l'an dernier en Indonésie, son capitaine étant poursuivi par les autorités indonésiennes. En juillet, les autorités américaines ont lancé de leur côté la procédure de saisie.

Cette saisie inédite d'un navire de 17.000 tonnes -- l'un des plus gros cargos nord-coréens, selon les Etats-Unis -- est intervenue dans un contexte de dégradation des relations entre Washington et Pyongyang depuis le fiasco du deuxième sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un en février dernier à Hanoï.

La Corée du Nord est sous le coup de multiples sanctions votées par le Conseil de sécurité pour la contraindre à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique. C'est justement sur la question de la levée de ces mesures que le sommet a échoué. M. Kim réclamait la levée des principales sanctions en échange d'un début de dénucléarisation jugé trop timide par les USA.

Dans un rapport publié en mars, le groupe d'experts indépendants de l'ONU écrivait que Pyongyang déployait des moyens de plus en plus sophistiqués et variés pour contourner les sanctions.

Ils citaient notamment "le déguisement physique de pétroliers", "l'utilisation de petits vaisseaux non enregistrés, le changement illégal de nom" des bateaux et les transbordements nocturnes de cargo à cargo.

Source : AFP

Trump soutient une aide humanitaire sud-coréenne pour Pyongyang

7 mai 2019

Donald Trump soutient un plan de la Corée du Sud visant à fournir une aide alimentaire à la Corée du Nord, a rapporté mardi l'agence sud-coréenne Yonhap. Près de la moitié des Nord-Coréens souffrent de grave insécurité alimentaire et les choses risquent d'empirer car les récoltes s'annoncent très mauvaises cette année, ont déclaré les Nations unies.

Source : Reuters

Afghanistan : les humanitaires ébranlés après l'attaque contre une ONG à Kaboul ; les négociations avec les talibans au point mort

9 mai 2019

L'attaque des talibans contre l'ONG américaine Counterpart International, qui a fait 9 morts et 20 blessés début mai à Kaboul, témoigne du danger couru par les organisations humanitaires en Afghanistan, où elles déplorent chaque année de nombreux morts.

C'est la première fois que Counterpart, présente en Afghanistan depuis 2005, est la cible d'une attaque. Des murs anti-explosions en béton armé avaient été érigés pour protéger ses salariés à Kaboul. Ils ont été soufflés, tout comme l'ensemble des vitres à 300 mètres à la ronde, lorsque la voiture piégée a explosé, a constaté l'AFP.

"La sécurité est une préoccupation constante pour tous en Afghanistan et nous avons mis en place des mesures en conséquence", a commenté un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, qui a suspendu ses activités mi-avril après avoir été "interdit" d'exercer par les talibans.

Des myriades d'organisations humanitaires internationales ont commencé à travailler en Afghanistan après la chute des talibans, chassés du pouvoir en 2001 par une coalition internationale menée par les Etats-Unis.

Quelque 266 d'entre elles y opèrent encore aujourd'hui, selon le ministère de l'Economie, leur nombre ayant "diminué ces dernières années en raison de l'insécurité".

Selon l'ONU, 30 humanitaires ont été tués et 53 blessés en 2018 en Afghanistan, contre 16 en 2016 et 19 en 2017.

L'attaque est survenue alors que de nouveaux pourparlers de paix à Doha entre responsables américains et insurgés se sont clos. Elle n'a, semble-t-il, pas remis en cause les avancées dans les négociations entamées depuis plusieurs mois.

"Ce cycle a généralement été positif et constructif", a écrit le porte-parole politique des talibans à Doha, Suhail Shaheen. L'émissaire américain, Zalmay Khalilzad, a lui fait état de "progrès réguliers mais lents", appelant à accélérer les négociations, qui doivent reprendre à une date encore inconnue.

Après huit jours de discussions, les deux parties ne sont pas encore parvenues à un accord sur le retrait des troupes américaines d'Afghanistan en échange d'une garantie que ce pays ne sera pas utilisé comme refuge pour des groupes terroristes.

Les Etats-Unis souhaitent également négocier dans le même temps un cessez-le-feu et des pourparlers entre le gouvernement de Kaboul et les talibans, ce que les insurgés refusent. Les insurgés refusent également pour l'heure des discussions directes avec le gouvernement afghan, qu'ils qualifient de "marionnette" de Washington.

Les négociations au long cours sont complexes.

Les talibans ont refusé l'offre de cessez-le-feu immédiat formulée par le président Ashraf Ghani à l'issue de la "loya jirga", vaste assemblée de hauts dignitaires afghans qui s'est tenue à Kaboul.

De leur côté, les quelque 14.000 soldats américains présents dans le pays continuent de former leurs partenaires afghans sur le terrain et de mener des frappes aériennes dans le but de pousser les talibans vers un règlement politique.

De nombreux Afghans craignent un accord hâtif avec les talibans et un départ précipité des Etats-Unis pour mettre un terme à la guerre qui a coûté la vie à quelque 2.400 soldats américains et englouti plus de 1.000 milliards de dollars.

Ils redoutent un retour au pouvoir des talibans qui imposeraient leur vision rigoriste de l'islam, anéantissant des années de progrès sociétaux, notamment sur les droits des femmes ou la liberté de la presse.

Par ailleurs, les talibans ont revendiqué dimanche l'attaque d'un poste de police dans une province du nord du pays, tuant au moins 13 policiers et blessant 55 personnes, dont de nombreux civils.

Source : AFP

Cyclone Fani : au moins 42 morts en Inde et au Bangladesh

5 mai 2019

Au moins 42 personnes ont été tuées en Inde et au Bangladesh dans les intempéries provoquées par le cyclone Fani.

Le bilan est nettement moins sévère que celui de précédents cyclones.

Des milliers d'arbres et de pylônes de télécommunication, et de nombreux toits ont été arrachés. Des aides ont été apportées aux sinistrés.

L'ONU et divers experts internationaux ont félicité l'Inde pour avoir fait évacuer rapidement de manière préventive 1,2 million de personnes dans la zone à risques.

L'amélioration des modèles de prévision météorologique, les campagnes de sensibilisation du public et des plans d'évacuation bien conçus, aidés par une armée de volontaires, ont contribué à épargner largement la population.

Source : AFP

Les "cyber-guerriers" à l'œuvre dans les élections indiennes

16 mai 2019

La commission électorale d'Inde a forcé les géants d'internet à retirer des centaines de pages ou messages durant les gigantesques élections législatives, mais ceux-ci ne constituent qu'une goutte d'eau dans l'océan d'infox autour de ce scrutin, estiment les experts.

Durant les six semaines de vote du géant d'Asie du Sud, scrutin qui termine dimanche, le parti au pouvoir Bharatiya Janata Party (BJP) et la principale formation d'opposition, le parti du Congrès, ont dévolu des armées de "cyber-guerriers" à la lutte d'influence sur les réseaux sociaux.

Les deux camps s'accusent mutuellement de recourir à des comptes automatisés (bots) ou agressifs (trolls) pour bombarder les quelque 900 millions d'électeurs indiens de messages, vrais ou faux.

Tous les coups sont autorisés dans la guerre des mots et vidéos entre le Premier ministre sortant Narendra Modi et le leader de l'opposition Rahul Gandhi.

De faux montages photos font partie des infox débusquées par l'AFP durant la campagne électorale dans le géant d'Asie du Sud.

Les origines de ces images sont inconnues mais les experts estiment que la campagne se joue en grande partie sur internet et à l'intérieur des applications de smartphones dans ce pays de 1,3 milliard d'habitants, de plus en plus connecté.

Le vote indien cru 2019 a été "une élection basée sur les applications où, à côté des appels positifs à l'implication d'électeurs, WhatsApp, ShareChat, Helo, TikTok, Instagram ont été utilisés pour des campagnes de propagande et de désinformation", explique Sangeeta Mahapatra, chercheuse sur l'Asie au German Institute of Global and Area Studies d'Hambourg.

Quelque 500 millions d'Indiens ont accès à internet, un nombre en croissance rapide. 300 millions d'entre eux sont enregistrés sur Facebook et 250 millions utilisent la messagerie WhatsApp.

Le BJP, formation la plus riche du pays, et le Congrès ont des centaines de personnes travaillant à plein temps à leur campagne sur les réseaux sociaux. Ces dernières sont appuyées par des dizaines de milliers de volontaires qui relayent les messages de leur parti sur les plateformes numériques.

D'après la chercheuse Sangeeta Mahapatra, jusqu'à un groupe WhatsApp sur six en Inde est lancé par un parti politique.

Cela "montre que les partis sont complices du malaise de désinformation dont l'Inde souffre", estime-t-elle.

"Clairement, leurs messages ne vont pas être tenus par l'éthique de l'information objective. C'est un secret de Polichinelle que les branches numériques de la plupart des partis sont des relayeuses de désinformation."

Source : AFP

L'Etat islamique affirme avoir établi une "province" au Cachemire

16 mai 2019

Le groupe djihadiste Etat islamique (EI) a affirmé avoir établi une "province" au Cachemire. "La fondation d'une 'province' dans une région où l'EI ne dispose d'aucune forme de gouvernance réelle est absurde, mais ne devrait pas être ignorée", estime Rita Katz, directrice du SITE Intel Group, un organisme qui suit l'activité de l'extrémisme islamiste.

Le Cachemire a été victime d'une attaque suicide qui a coûté la vie à 40 paramilitaires indiens en février. L'attaque, la plus meurtrière depuis le début de l'insurrection séparatiste contre New Delhi en 1989, avait sérieusement attisé la tension toujours latente entre l'Inde et le Pakistan, qui contrôlent chacun une partie du Cachemire.

Par ailleurs, 5 personnes dont un civil ont été tuées jeudi au Cachemire indien lors d'un accrochage entre l'armée indienne et des islamistes de la Jaish-e-Mohammad (JeM), rapportent la police et des villageois. Ces derniers avaient revendiqué l'attentat à la bombe du 14 février.

Le Premier ministre indien Narendra Modi a donné carte blanche aux forces de sécurité pour répondre à cette attaque et les opérations quasi quotidiennes effectuées depuis par l'armée dans les villages de la région provoquent régulièrement des violences.

Source : Reuters

Vietnam : deux femmes condamnées à la prison pour «propagande» sur les réseaux

12 mai 2019

Au Vietnam, deux femmes reconnues coupables d'avoir publié sur Facebook de la « propagande » préjudiciable à l'État ont été condamnées à 5 et 6 ans de prison ferme. Les deux militantes avaient critiqué sur les réseaux sociaux la loi renforcée sur la cybersécurité et les zones économiques spéciales mises en place par le régime.

Entrée en vigueur en début d'année, la loi sur la cybersécurité contraint les entreprises internet à transmettre les données des utilisateurs et à supprimer le contenu si le gouvernement le leur demande.

Les défenseurs des droits de l'homme dénoncent une loi qui, censée déjouer les cyberattaques, vise en réalité à surveiller, contrôler, traquer et fermer tous les comptes jugés « hostiles et réactionnaires », autrement dit menaçants pour le régime. Blogueurs, militants et avocats des droits de l'homme sont emprisonnés de manière routinière au Vietnam.

Source : RFI

Rixe au Parlement de Hong Kong autour d'un projet de loi sur l'extradition

11 mai 2019

À Hong Kong, des députés en viennent aux mains : au moins 4 personnes ont été blessées, dont un député qui a été transporté à l'hôpital, ce samedi 11 mai. L'objet de la bagarre est la présidence d'un comité du conseil législatif.

Opposition et gouvernement s'affrontent depuis des semaines sur un projet de loi qui permettrait les extraditions de suspects vers la Chine continentale. Ce samedi, la tension est montée d'un cran.

C'est une réunion de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les extraditions qui a déclenché les hostilités. Jusque-là, un député pro-démocratie dirigeait cette commission, mais il en a été dessaisi pour être remplacé par un député favorable au projet de loi du gouvernement.

Une loi qui est destinée à permettre l'extradition de suspects vers Taïwan, Macao et la Chine continentale, au cas par cas, précisent les autorités. Pour défendre le texte, elles s'appuient notamment sur une affaire judiciaire en cours.

Taïwan réclame en effet l'extradition d'un jeune Hongkongais de 19 ans accusé du meurtre de sa petite amie pendant des vacances sur l'île.

Mais le projet suscite une large opposition. Même les milieux d'affaires conservateurs se sont exprimés contre une loi qu'ils jugent liberticide.

L'opposition souligne, elle, que cette loi défendue par de la gouverneure pro-Pékin Carrie Lam permettrait d'extrader des militants pro-démocratie vers la Chine continentale.

La protestation a réuni près de 22 000 personnes dans les rues fin avril, la plus grande mobilisation populaire depuis le mouvement des parapluies en 2014.

Source : RFI

Taiwan accuse la Chine d'avoir renforcé ses opérations d'infiltration

10 mai 2019

La présidente taiwanaise Tsai Ing-Wen a accusé la Chine d'avoir renforcé ses opérations d'infiltration et ses ingérences à Taiwan et a demandé aux agences nationales chargés de la sécurité de s'opposer aux initiatives de Pékin.

La présidente taiwanaise n'a pas cité d'incidents spécifiques, mais a évoqué des tentatives chinoises d'ingérence dans des élections et de propagation de fausses nouvelles.

La tension est montée d'un cran le mois dernier avec des manœuvres navales menées par la marine chinoise dans le détroit de Taiwan et autour de l'île.

Pékin soupçonne Tsai Ing-Wen de vouloir aboutir à une déclaration formelle de l'indépendance de Taiwan, une ligne rouge inacceptable pour la Chine qui considère toujours l'île comme une province en sécession.

Source : Reuters

"Foncez !" : une policière de haut rang appelle les Papouasiennes au sursaut

14 mai 2019

Dans un pays comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée où tous les députés sont des hommes, où les violences contre les femmes sont endémiques et où on continue de chasser les sorcières, Julie Palakai représente une raison d'espérer : à 43 ans, cette inspectrice est l'une des officières de rang le plus élevé de la police nationale.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est "un des pays les plus dangereux au monde où être une femme", jugeait récemment dans un rapport l'organisation Human Rights Watch, qui y évaluait à 70% la part des femmes violées ou agressées au cours de leur vie.

Mme Palakai appelle toutes les Papouasiennes à dénoncer ouvertement le sexisme et les violences contre les femmes inhérentes à son archipel. "Les femmes doivent lutter et se lever contre toutes les formes de discrimination, de violences et de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail", dit-elle à l'AFP.

Human Rights Watch dénonce notamment la persistance des violences contre les personnes soupçonnées de sorcellerie en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Certes, des hommes ont été victimes de chasses aux sorcières, mais ce sont en premier lieu les femmes et les filles qui sont les cibles premières de ces règlements de compte.

Mme Palakai a obtenu en mai 2013 son diplôme d'officier, qui lui a été remis lors d'une cérémonie présidée par le Premier ministre Peter O'Neill. Parmi les policiers promus figuraient 5 femmes et 20 hommes.

Depuis, elle ne cesse d'encourager les femmes à se donner les moyens d'un avenir meilleur. "L'éducation n'est jamais terminée. Là où vous voyez des opportunités, foncez ! Car l'éducation est votre avenir."

Source : AFP

AMERIQUES

La guerre commerciale accroît le risque de récession US

17 mai 2019

La guerre commerciale entre Washington et Pékin a encore augmenté la probabilité d'une récession aux États-Unis depuis un mois selon une forte majorité d'économistes interrogés par Reuters, qui estiment désormais à 40% la probabilité qu'une telle récession se produise dans les deux ans à venir.

Malgré les déclarations du président américain, Donald Trump, qui a qualifié de "petite querelle" le conflit en cours avec la Chine, des signes évidents montrent que celui-ci a un impact sur l'économie et sur les marchés financiers, redevenus nerveux.

"J'ai du mal à concevoir un scénario dans lequel une nouvelle montée des tensions commerciales n'augmenterait pas le risque de récession", dit Michael Hanson, économiste chez TD Securities.

"Nous nous trouvons déjà dans une situation où le niveau des droits de douane qui sont imposés ou qui risquent de l'être dans les semaines à venir est vraiment élevé (...) et une décision de porter à 25% les droits de douane sur tout ce que nous importons de Chine constitue une menace bien réelle pour l'économie."

Les Etats-Unis ont nourri les tensions en relevant vendredi dernier les tarifs douaniers sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises. Pékin a répliqué en annonçant lundi son intention d'imposer des taxes sur 60 milliards de dollars de produits américains importés.

Source : Reuters

USA/Roundup : un jury condamne Bayer à verser 2 milliards de dollars à un couple

14 mai 2019

Un jury californien a condamné lundi le groupe allemand Bayer, propriétaire du Roundup, à verser plus de 2 milliards de dollars de dommages à un couple affirmant que l'herbicide est à l'origine de leur cancer.

C'est le troisième jugement consécutif que perd Bayer aux Etats-Unis - à chaque fois devant des tribunaux californiens - dans le dossier du Roundup.

Bayer a racheté Monsanto, fabricant du Roundup, l'an dernier pour 63 milliards de dollars. Il doit faire face à plus de 13.400 actions en justice aux Etats-Unis.

Le jury de la Cour supérieure d'Oakland a estimé que Bayer était responsable du lymphome développé par chacun des deux plaignants, Alva et Alberta Pilliod, a déclaré une porte-parole du couple.

Les jurés ont estimé que le Roundup était un produit défectueux, que Monsanto avait omis d'avertir des risques cancérigènes que présentait son herbicide et que la firme avait fait preuve de négligence.

Bayer dément que le Roundup, ou glyphosate, soit cancérigène, mettant en avant des décennies d'études et d'autorisations réglementaires prouvant selon lui l'innocuité du Roundup pour l'humain.

La compagnie a annoncé qu'elle ferait appel de la décision.

"Le contraste entre le verdict prononcé aujourd'hui et (l'évaluation de l'agence américaine de protection de l'environnement) selon laquelle il n'y a 'aucun risque pour la santé publique avec les utilisations actuelles du glyphosate' ne pourrait être plus important", est-il écrit dans le communiqué.

Le juge Winifred Smith, qui a supervisé le procès des plaignants Pilliod, n'a pas autorisé Bayer à présenter la dernière évaluation publiée par l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA), considérant qu'il ne s'agissait pas d'une nouvelle étude scientifique mais simplement d'un "commentaire".

Le mois dernier, l'EPA a déclaré que le glyphosate n'était pas cancérigène pour les humains, confirmant les conclusions d'un précédent rapport qu'elle a publié en septembre 2017 après des dizaines d'années d'études. En 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé pour sa part le glyphosate parmi les produits "probablement cancérigènes pour les humains".

Source : Reuters

Au cœur de l'Amérique, les inondations submergent les agriculteurs

13 mai 2019

Déjà affectés par la guerre commerciale entre Washington et Pékin, les agriculteurs de l'Etat rural du Nebraska (centre) luttent depuis deux mois contre des inondations exceptionnelles, qui ont détruit des champs entiers, perturbé les moissons et retardent les semis.

D'Omaha, célèbre pour être la ville natale du milliardaire Warren Buffett, à la frontière nord avec l'Iowa, autre Etat du grenier agricole du pays, l'autoroute W275 traverse un paysage décimé.

Il n'est pas rare de tomber sur un panneau "Road closed", annonçant qu'une route a été fermée parce qu'inondée au point de ressembler à un canal.

Des ponts, des barrages et des digues ont cédé sous la force des eaux de la rivière Missouri coupant l'accès à certaines localités et à de nombreux services et infrastructures publics.

Les dommages sont estimés à 400 millions pour les éleveurs de bétail et 440 millions de dollars pour les céréaliers.

Dans cet Etat, troisième producteur de maïs et deuxième d'éthanol aux Etats-Unis, l'agriculture est le premier secteur économique : un emploi sur quatre est lié au secteur.

Les appels d'agriculteurs désespérés ont doublé en un an sur la ligne rouge mise en place par l'association Interchurch Ministries Nebraska (IMN) pour leur apporter une aide psychologique. Face à cette détresse, différentes aides ont été annoncées.

Ces inondations tombent au moment où les revenus des agriculteurs sont en baisse, de l'ordre de 50% depuis 2013, tandis que leurs dettes ont augmenté d'un tiers atteignant des niveaux inédits depuis les années 80.

Cette précarisation, alimentée par une chute des prix des matières premières agricoles, est exacerbée par le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, destination clé pour les récoltes américaines.

Donald Trump a annoncé lundi que son gouvernement prévoyait de débloquer quelque 15 milliards de dollars d'aide aux agriculteurs américains pour les aider à faire face aux mesures de rétorsion commerciales de la Chine. Ce nouveau programme d'aide viendrait s'ajouter à celui déjà mis en œuvre l'an dernier, et qui s'élevait à 12 milliards de dollars.

La Chine a annoncé lundi son intention d'imposer des droits de douane sur 60 milliards de dollars de produits américains, trois jours après l'entrée en vigueur d'un nouveau relèvement par les Etats-Unis de leurs propres tarifs douaniers visant Pékin.

Sources : AFP, Reuters

États-Unis : 3 millions de seniors font face au remboursement de prêts étudiants

5 mai 2019

Les étudiants doivent le plus souvent contracter des prêts à long terme afin de payer les frais de scolarité et leurs dépenses lors de leurs années universitaires. Actuellement, cette dette s'élève à 1 500 milliards de dollars. Mais elle ne concerne pas que les nouveaux entrants sur le marché du travail.

La chaîne CBS a eu accès à des documents officiels qui montrent que 3 millions de personnes de plus de 60 ans remboursent actuellement des prêts universitaires, pour une valeur totale de 86 milliards de dollars.

Les seniors devant encore rembourser un prêt universitaire ne sont en général pas en train d'éponger une dette vieille de quatre décennies. Ce sont plutôt des personnes qui, il y a 15 ou 20 ans, ont redémarré un cursus en espérant connaître une fin de carrière plus lucrative ou plus proche de leurs centres d'intérêt.

D'autres peuvent aussi avoir à assumer les prêts contractés pour leurs enfants, ou petits-enfants. Or, beaucoup parmi ces trois millions de personnes sont en difficulté à cause de ces quelques centaines de dollars mensuels à verser.

40 % des plus de 65 ans dans cette situation sont en défaut de paiement, et se font par exemple couper les bénéfices accumulés pour leur sécurité sociale afin de compenser leur incapacité à suivre le rythme des remboursements. Bien au-delà des seniors, presque tous les étudiants doivent s'endetter pour de très longues années.

Source : RFI

Mexique : la violence se poursuit

13 mai 2019

Rappel du contexte

Depuis le début de la "guerre contre la drogue" en 2006, l'offensive menée avec l'aide de l'armée a contribué à fragmenter les cartels en cellules délictueuses plus petites et plus violentes, qui pratiquent également vols, rackets et enlèvements. Près de 29.000 meurtres liés au crime organisé ont été commis au Mexique l'an dernier.

Au cours du premier trimestre de l'année, les violences ont atteint un nouveau record au Mexique avec 8.943 assassinats, soit une hausse près de 10% par rapport à la même période l'an dernier.

Plus de 40.000 personnes sont portées disparues au Mexique, pour la plupart victimes de la violence liée au narcotrafic. Des charniers contenant parfois plusieurs centaines de cadavres sont régulièrement découverts à travers le pays.

Un syndicaliste assassiné

Un dirigeant syndical mexicain a été abattu samedi par des inconnus dans la ville de Salamanca, dans le centre du pays, théâtre de violences entre gangs rivaux sur fond de vol de pétrole. Gilberto Munoz, ancien parlementaire fédéral, dirigeait le Syndicat national des industries chimiques et pétrochimiques.

Une des six raffineries de pétrole du Mexique se trouve à Salamanca, dans l'Etat du Guanajuato. Les installations sont sous protection militaire depuis le début de l'année dans le cadre de la lutte orchestrée par le président Andres Manuel Lopez Obrador contre les vols d'hydrocarbures, responsables d'une flambée de violences.

34 cadavres découverts dans des fosses communes

Trente-quatre cadavres ont été découverts dans deux fosses communes distinctes à Guadalajara, la deuxième plus grande ville du Mexique. La découverte de ces corps constitue un coup dur pour le crime organisé local, a estimé le procureur. Quatre suspects ont été arrêtés.

L'Etat de Jalisco est l'un des plus touchés par le crime organisé et les violences liées au narcotrafic. Le président Andres Manuel Lopez Obrador, entré en fonction en décembre dernier, a fait une priorité de la lutte contre la violence liée aux cartels de drogue.

Les mères de disparus manifestent à travers le Mexique

Des mères de disparus ont défilé à Mexico et dans d'autres villes du pays pour réclamer justice et protester contre l'incapacité des autorités à retrouver leurs proches. Plus de 40.000 personnes sont portées disparues au Mexique, pays qui connaît depuis plusieurs années une vague de violence liée aux cartels de drogue.

Baptisée "Marche pour la dignité nationale", cette manifestation s'est déroulée dans 16 villes du pays à l'occasion de la Fête des mères, à l'initiative d'une soixantaine de collectifs de proches de disparus et d'ONG.

Le président Andres Manuel Lopez Obrador a salué les mères mexicaines lors de sa conférence de presse quotidienne, précisant qu'il avait une pensée particulière pour celles "qui cherchent leurs enfants disparus".

Enquête sur de possibles charniers au sein d'une prison

Une enquête a été ouverte dans une prison du Mexique sur la foi d'informations faisant état de charniers contenant plus de 40 cadavres au sein même de l'établissement, ont annoncé les autorités locales.

Cette enquête vise le centre pénitentiaire de Coatzacoalcos, une grande cité portuaire et pétrochimique de l'Etat de Veracruz (sud-est).

Il s'agirait de personnes assassinées entre 2010 et 2018 par Los Zetas, un des cartels de la drogue les plus puissants.

Parmi elles se trouveraient plusieurs avocats portés disparus ainsi que des victimes de rackets ou d'enlèvements n'ayant pas versé leur rançon.

L'Etat de Veracruz est l'un des plus violents. Les cartels de Jalisco Nouvelle génération et de Los Zetas s'y disputent le contrôle du trafic de stupéfiants.

Manifestation contre le président Lopez Obrador

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté début mai dans les rues de Mexico pour demander la démission du président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador, qui fait face à un mouvement de contestation majeur pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en décembre dernier.

Si l'ancien maire de Mexico disposait d'une cote de popularité d'environ 80% au début de son mandat, plusieurs de ses décisions - comme l'annulation de la construction d'un nouvel aéroport dans la capitale mexicaine - et sa difficulté à stopper les violences liées au narcotrafic dans le pays ont insinué le doute parmi ses partisans et ses détracteurs.

Un journaliste tué lors de la Journée pour la liberté de la presse

La commémoration de la Journée mondiale de la liberté de la presse a été endeuillée par la mort d'un journaliste assassiné dans le sud du Mexique. Un pays qui est considéré comme le plus dangereux d'Amérique latine pour exercer le métier de journaliste.

Dans l'émission qu'il animait, Santiago Enriquez cherchait à promouvoir les droits des indigènes.

Mais il ne manquait pas non plus de critiquer les gouvernants. Récemment encore, il avait dénoncé publiquement des autorités municipales pour détournement de fonds publics.

Les actes de violence contre les journalistes, qui demeurent impunis dans 90 % des cas, sont commis soit par des membres du crime organisé, soit par des autorités ou des politiques qui veulent bâillonner la presse locale ou régionale.

Ce qui oblige souvent les journalistes à s'autocensurer ou alors à demander protection au gouvernement mexicain selon un mécanisme qui s'est avéré déficient, mais que Lopez Obrador s'est engagé à renforcer.

Sources : Reuters, AFP, RFI

Donald Trump veut privilégier l'immigration au "mérite"

16 mai 2019

Donald Trump a présenté jeudi une vaste réforme du système d'immigration légale aux Etats-Unis, destinée à sélectionner les étrangers sur la base de leur "mérite" et non plus en raison de leurs liens familiaux, dont l'adoption au Congrès s'annonce délicate.

Selon lui, près des deux tiers des 1,1 million de permis de résident permanent, les fameuses "cartes vertes", distribués chaque année par les Etats-Unis vont à des immigrés "simplement parce qu'ils ont un proche" dans le pays, et seulement 12% reviennent à des étrangers sélectionnés pour leur "mérite ou leurs compétences".

Bien entendu, les démocrates dénoncent ce projet.

"Pour chaque nouvel immigré que le plan va laisser entrer, il faudra en sortir un", a commenté le leader des démocrates au Sénat Chuck Schumer, une réforme "cruelle et inhumaine".

"De manière choquante", a-t-il poursuivi, la réforme ne prévoit rien pour "les 11 millions de sans-papiers installés aux Etats-Unis" ou les "dreamers" arrivés illégalement avant leur 16 ans. Du côté républicain, certains élus, qui militaient pour une diminution du nombre des cartes vertes attribuées chaque année, risquent aussi d'être déçus.

Dans ce contexte, le plan de la Maison Blanche a toutes les chances de rester lettre morte.

"Au regard des controverses actuelles sur l'immigration, il est peu probable que le Congrès adopte une réforme cette année, surtout avec l'élection présidentielle de 2020 en vue", a souligné le professeur de droit de l'immigration Stephen Yale-Loehr.

Le projet de réformes vise aussi, selon le président, à "sécuriser totalement la frontière sud" des Etats-Unis, qu'il estime poreuse au "trafic de drogues" et aux "criminels".

Pour les bloquer, il a réaffirmé son souhait d'ériger un mur entre le Mexique et les Etats-Unis.

Le refus des démocrates de financer cette construction l'a poussé à déclarer une "urgence" à la frontière, ce qui lui permet de puiser dans les budgets militaires. "On devrait avoir près de 400 miles (650 kilomètres) de construits d'ici à la fin de l'année prochaine", a-t-il assuré.

Donald Trump a également menacé de fermer la frontière avec le Mexique, accusé de ne pas bloquer les migrants. Il a aussi supprimé les aides financières à trois pays d'Amérique centrale, réclamant qu'ils fassent « davantage » pour empêcher leurs ressortissants de se rendre aux Etats-Unis.

Selon les chiffres officiels, plus de 100.000 migrants ont été interpellés après avoir traversé illégalement la frontière depuis le Mexique en mars et en avril. Ces flux, importants, ont déjà été enregistrés dans le passé, mais ils comptent aujourd'hui beaucoup plus de familles et de mineurs non accompagnés, fuyant la violence et la misère du Guatemala, Honduras et Salvador.

En majorité, les clandestins se rendent aux autorités et déposent des demandes d'asile. La plupart d'entre eux viennent d'Amérique centrale (Honduras, Guatemala, Salvador principalement) et déclarent fuir la violence et la pauvreté qui sévissent dans leur pays.

Source : AFP

Crise au Venezuela : des délégués de Guaido participent à une "médiation" de la Norvège *17 mai 2019*

Des délégués de l'opposition vénézuélienne participent à une "médiation" de la Norvège pour tenter de résoudre la crise au Venezuela, a annoncé l'opposant Juan Guaido, tout en soulignant qu'il n'y a pour l'heure "aucune négociation" avec le gouvernement de Nicolas Maduro.

C'est "la deuxième fois" que le gouvernement norvégien invite des représentants des deux camps pour tenter une "médiation dans cette crise qui a pris des proportions internationales", selon lui.

Juan Guaido, opposant de centre-droit, s'est proclamé président par intérim le 23 janvier et il est reconnu comme tel par une cinquantaine de pays. Il tente depuis de déloger Nicolas Maduro, qu'il qualifie d'"usurpateur" depuis l'élection présidentielle de mai 2018, "frauduleuse" selon l'opposition, qui a permis au chef de l'Etat socialiste de se maintenir au pouvoir.

Le seul et unique objectif d'un quelconque rapprochement doit être la "fin de l'usurpation" de la part de Nicolas Maduro, et la mise en place d'un "gouvernement de transition" qui organiserait alors des "élections libres", a encore déclaré Juan Guaido.

Plusieurs médias sud-américains, comme le journal ALnavio, ont évoqué ces discussions, qui seraient une première depuis le soulèvement manqué du 30 avril auquel avait appelé Juan Guaido.

Au Venezuela, la crise politique se double de la pire crise économique de l'histoire récente de ce pays aux plus grandes réserves de pétrole au monde. L'inflation devrait atteindre 10.000.000% cette année, selon le Fonds monétaire international, et les pénuries se multiplient, tout comme les pannes de courant.

Colombie : 160 millions de dollars des États-Unis pour appliquer l'accord de paix *14 mai 2019*

Le gouvernement des États-Unis a annoncé lundi 13 mai l'octroi d'une aide supplémentaire de 160 millions de dollars à la Colombie pour la mise en œuvre de l'accord de paix signé avec l'ex-guérilla FARC en 2016.

L'administrateur de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Mark Green, a fait cette annonce lors de l'officialisation d'un amendement à un accord bilatéral par lequel Washington s'engage à verser 754 millions de dollars à Bogota pour financer des projets de développement socio-économiques.

Le président colombien Ivan Duque a indiqué pour sa part que les fonds supplémentaires seraient destinés principalement à des projets productifs d'ex-combattants de l'ancienne guérilla FARC, désarmée et reconvertie en parti politique sous le même acronyme.

Ils serviront, a-t-il dit, aussi à « combler des brèches » dans l'accès aux services et pour la commercialisation de produits de régions isolées, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité dans d'anciens fiefs de la rébellion marxiste.

Source : RFI

Colombie : l'ONU alarmée par le nombre de défenseurs des droits humains tués, harcelés et menacés

10 mai 2019

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est déclaré vendredi alarmé par le nombre « impressionnant » de défenseurs des droits de l'homme tués, harcelés et menacés en Colombie et par le fait que cette tendance semble s'aggraver. Il existe de puissantes bandes armées en Colombie.

Au cours des quatre premiers mois de cette année, 51 meurtres présumés de défenseurs et de militants des droits humains ont été signalés par des acteurs de la société civile et des institutions de l'État, ainsi que l'institution nationale des droits de l'homme.

Le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies en Colombie a aussi documenté les meurtres de 115 défenseurs des droits de l'homme pour l'année 2018. Ces crimes se produisent dans un contexte de stigmatisation des défenseurs des droits, en particulier ceux vivant dans les zones rurales.

Le HCDH note qu'un large éventail de militants sont ciblés. Parmi eux, on trouve des dirigeants communautaires, des Afro-Colombiens, des autochtones, des écologistes, des paysans, des journalistes, des gays et lesbiennes et des défenseurs des droits des femmes, dont certains participent à la politique locale.

« Certains d'entre eux ont apparemment été pris pour cible parce qu'ils soutenaient l'application de certains aspects de l'accord de paix colombien, notamment la restitution des terres, les droits des victimes et le programme de substitution aux cultures illicites », a souligné le porte-parole du HCDH.

Il s'est dit inquiet qu'à l'approche des élections locales d'octobre, le nombre d'attaques violentes puisse encore augmenter. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a noté les mesures prises jusqu'à présent par l'État colombien pour améliorer la protection des défenseurs des droits de l'homme et l'annonce récente de la création de juges spécialisés.

Source : ONU

Haïti : un nouveau gouvernement sans changement majeur

10 mai 2019

En Haïti, le pouvoir exécutif a finalement annoncé la composition du futur gouvernement ce jeudi. Mais après plusieurs mois d'attente, Jovenel Moïse et son premier ministre Jean-Michel Lapin ne proposent finalement pas vraiment un nouveau cabinet.

A regarder la liste des ministres publiée au Journal officiel, difficile de se dire qu'il s'agit là du nouveau gouvernement. Car près de la moitié des nommés ne sont en fait que simplement reconduits à leurs postes.

Cette lenteur dans le processus politique joue en défaveur du développement socio-économique haïtien. Sans gouvernement installé, les bailleurs internationaux ne veulent décaisser leurs aides.

Source : RFI

Panama : le social-démocrate Cortizo remporte la présidentielle

6 mai 2019

Le social-démocrate Laurentino "Nito" Cortizo a remporté l'élection présidentielle au Panama. Il a lancé un appel à l'unité nationale.

Le nouveau président, âgé de 66 ans, prendra ses fonctions le 1^{er} juillet et succédera au sortant, Juan Carlos Varela, qui ne pouvait se représenter.

Varela s'est attiré les foudres des Etats-Unis en nouant des relations diplomatiques officielles avec la République populaire de Chine, deuxième plus gros client du canal de Panama, et en confiant plusieurs grands projets d'infrastructure à des entreprises chinoises.

L'économie panaméenne, alimentée notamment par le canal, par lequel transite chaque année 270 milliards de dollars de marchandises, connaît l'une des croissances les plus soutenues au monde, ce qui suscite l'intérêt croissant de la Chine. Cortizo a promis d'approfondir les relations avec Pékin tout en affichant moins d'empressement que Juan Carlos Varela.

Source : Reuters

Manifestations massives au Brésil : signal d'alarme pour Bolsonaro

16 mai 2019

Jair Bolsonaro a traité avec mépris les manifestants qui ont envahi les rues du Brésil pour défendre l'enseignement, mais il aurait intérêt à prendre au sérieux cette première contestation de son gouvernement venue de la rue, un véritable signal d'alarme, selon des analystes.

Plus d'1,5 million d'étudiants et enseignants ont manifesté mercredi dans plus de 200 villes brésiliennes, du jamais vu depuis 2013.

Mais pour le président d'extrême droite, les manifestants de mercredi n'étaient que "quelques idiots utiles manipulés par une minorité".

Ces propos ont jeté de l'huile sur le feu et provoqué de vives réactions non seulement parmi les manifestants, mais au Parlement, où des députés d'opposition les ont jugés "désastreux" ou "irresponsables".

La journée de mobilisation était prévue de longue date, pour protester contre les coupes budgétaires de 30% annoncées dans les universités publiques.

Une autre mobilisation vient d'être annoncée par le principal syndicat étudiant pour le 30 mai.

Dans les cortèges ce ne sont pas seulement les coupes budgétaires contre l'enseignement qui ont été décriées, mais aussi les priorités de l'action gouvernementale, telle la réforme des retraites ou le port d'arme.

Le coup de grâce contre Bolsonaro pourrait venir "d'un scandale impliquant le gouvernement", explique le politologue Claudio Couto, qui cite par exemple les soupçons de liens des fils Bolsonaro avec les milices para-policières semant la terreur dans des quartiers populaires de Rio de Janeiro.

La plupart des mesures adoptées depuis le début de son mandat en janvier étaient surtout destinées à contenter l'électorat de Bolsonaro, avec notamment deux décrets assouplissant la détention et le port d'armes.

Au-delà de la mobilisation de la rue, le gouvernement pâtit également des divisions au sein même de sa base parlementaire. Des partis qui étaient censés être ses alliés au Congrès montrent de plus en plus leur mécontentement, menaçant l'approbation de la réforme des retraites, cruciale pour avoir la confiance des marchés.

Source : AFP

Amazonie : le chef indien Surui alerte des députés sur les dangers de la déforestation

14 mai 2019

Le chef indien d'Amazonie Almir Narayamoga Surui a alerté mardi des députés français sur les dangers de la déforestation "encore plus intenses" depuis l'arrivée au pouvoir au Brésil de Jair Bolsonaro. La déforestation, qui avait baissé de manière spectaculaire en Amazonie de 2004 à 2012, est repartie de plus belle en janvier.

"Pour des raisons de culture du soja et d'élevage bovin, (Bolsonaro) menace de réduire les terres indigènes et de retirer toute possibilité de conservation des parcs nationaux et de préservation de la forêt. C'est un grand pas en arrière pour le Brésil", a affirmé à l'AFP le chef indien coiffé de sa "cocar" à plumes d'aigle.

"Aujourd'hui, le Brésil devrait être le leader mondial dans le développement durable.

Un autre célèbre chef indigène brésilien, Raoni Metuktire, a entamé lundi sa tournée de trois semaines en Europe pour alerter sur la déforestation de l'Amazonie.

Ces voyages interviennent après l'arrivée en janvier à la présidence du Brésil, notamment grâce au lobby de l'agroalimentaire, de Jair Bolsonaro, qui veut en finir avec ce qu'il appelle "l'activisme écologiste chiite".

Source : AFP

Enchères pétrolières : le Brésil espère 250 milliards de dollars sur 30 ans

4 mai 2019

Le Brésil s'attend à réaliser les enchères pétrolières les plus importantes de son histoire en octobre prochain : le gouvernement mettra aux enchères quatre champs pré-salifères offshores dans l'océan Atlantique.

Il espère que les royalties versées par les entreprises gagnantes vont lui rapporter 250 milliards de dollars sur 30 ans. C'est ce qu'a affirmé au quotidien brésilien O Globo le ministre des Mines et de l'Énergie, l'amiral Bento Albuquerque.

Rien que pour les ventes de ces quatre champs, le gouvernement brésilien espère engranger 27 milliards de dollars. À cela s'ajouteront les revenus que les compagnies gagnantes vont verser chaque année à l'État, au total donc 250 milliards de dollars.

Il s'agit de gisements offshores très convoités, situés en eau profonde, dans le sud-est du pays. C'est une large zone maritime composée de plusieurs champs pétroliers, dont les réserves sont estimées entre 8 et 12 milliards de barils.

Le pétrole se trouve à plus de 7 kilomètres sous la surface de l'océan, sous d'épaisses couches de sel. Les enchères pour exploiter cette zone ont déjà commencé et des majors comme Total, Shell et BP ont répondu présents.

Les dernières enchères en septembre 2018 avaient rapporté 1,7 milliard de dollars. Une manne importante pour le Brésil qui peine à relancer son économie qui a connu deux années de récession entre 2015 et 2016, la pire crise économique de son histoire.

Source : RFI

Cuba : le gouvernement annonce une série de rationnements

11 mai 2019

Le gouvernement de La Havane a annoncé une série de rationnements. Avec ce train de mesures, le régime castriste dit vouloir éviter que certains Cubains stockent des produits chez eux, alors que le pays traverse une grave crise économique et que la population est confrontée à des pénuries.

La ministre du Commerce impute la responsabilité des difficultés économiques aux nouvelles sanctions américaines sous l'administration Trump.

Mais c'est avant tout la baisse de l'aide du Venezuela qui affecte l'île castriste.

L'effondrement de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA a entraîné une réduction de près de deux tiers des livraisons de carburant subventionné aux Cubains. Ces dernières années La Havane utilisait le carburant vénézuélien pour produire de l'énergie et pour gagner des devises.

Des devises dont le pays a urgemment besoin, car Cuba importe près de deux tiers de la nourriture consommée par la population. C'est en raison de ce manque de devise et en absence d'une production nationale suffisante que les pénuries de produits et d'aliments de base se sont aggravées ces derniers mois.

Source : RFI

AFRIQUE

Facebook annonce l'expulsion d'une usine à « fake news » politiques

17 mai 2019

Une compagnie israélienne diffusait depuis 2012 de fausses informations dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Ses services consistaient à perturber les élections à coup de centaines de fausses pages et de faux compte.

Sur son site internet, le groupe Archimedes, basé à Tel-Aviv, vante ses méthodes innovantes pour faire gagner des élections, en particulier en Afrique. Sauf que, selon les services de sécurité de Facebook, derrière cette vitrine se cache en réalité une vaste usine à trolls dont le chiffre d'affaires repose sur des fausses informations politiques diffusées à la commande.

Entre 2012 et 2019, cette société israélienne est allée jusqu'à dépenser 812 000 dollars de fausses publicités sur le réseau social. C'est 8 fois plus que l'argent investi selon les autorités américaines par la fameuse entité russe proche du Kremlin pour influencer la présidentielle de 2016 aux États-Unis.

Source : RFI

Soudan du Sud : Salva Kiir demande à son rival Riek Machar de rentrer au pays

15 mai 2019

Le président sud-soudanais Salva Kiir s'est exprimé, mardi 14 mai, à l'ouverture d'une nouvelle session de l'Assemblée. Alors que l'application de l'accord de paix de septembre est retardée de six mois, et que Riek Machar refuse de rentrer notamment par crainte pour sa sécurité, le chef de l'État dit qu'il a besoin de lui à Juba.

« Nous avons besoin de travailler ensemble. J'invite donc à nouveau Riek Machar à rentrer à la maison, je lui ai complètement pardonné. Tout ce que je lui demande, c'est d'être un partenaire pour la paix. »

Source : RFI

Dans l'ombre du conflit armé au Soudan du Sud, la guerre du bétail

12 mai 2019

Au Soudan du Sud, pour les deux principales ethnies, Nuers comme Dinkas, le bétail rythme tous les aspects de la vie des éleveurs.

Jusque dans la violence.

Le vol de bétail existe depuis des temps immémoriaux au Soudan du Sud, mais a connu ces dernières années des changements radicaux : la guerre d'indépendance du Soudan puis la guerre civile depuis 2013 ont provoqué l'arrivée de nombreuses armes automatiques dans le pays et désorganisé les mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

Les Kalachnikov ont supplanté les lances des pastoralistes, tandis que l'afflux d'argent du pétrole et des donateurs après l'indépendance en 2011 a fait exploser le prix des mariées, payées en vaches pour la dot.

Les vols de bétail se traduisent désormais par des raids sanglants à l'arme automatique, alimentant d'interminables cycles de vengeance.

Selon la mission de l'ONU au Soudan du Sud (Minuss), 218 éleveurs ont été tués rien qu'en janvier dans des attaques de ce genre.

La renommée et la richesse d'un homme sont proportionnelles à la taille de son troupeau, véritable compte en banque sur pattes. Chaque vache vaut environ 500 dollars (440 euros).

Selon Majok Mon, de l'ONG Safer World, le "prix de la mariée" a considérablement augmenté depuis l'indépendance du pays en 2011.

Politiciens, militaires et notables bien connectés ont su tirer profit de leur position, "sont parvenus à engranger beaucoup d'argent" et ont ainsi fait flamber le prix moyen des dots, passé de quelque 20 têtes de bétail à environ 100.

Du jour au lendemain, de nombreux hommes n'ont plus eu les moyens de se marier.

D'importantes quantités d'armes à feu ont par ailleurs afflué dans le pays entre la guerre d'indépendance contre le Soudan et le conflit interne débuté en décembre 2013 sur fond de rivalité entre le président Salva Kiir, un Dinka, et son ancien vice-président Riek Machar, un Nuer.

Selon Peter Machar, de l'ONG Safer World, les deux camps ont mobilisé et armé des éleveurs. Armes en main, ces derniers ont peu à peu oublié les systèmes traditionnels de résolution de disputes, grâce à la médiation des chefs tribaux, pour privilégier la violence.

Malgré le calme relatif qui s'est installé au Soudan du Sud depuis la signature d'un nouvel accord de paix en septembre 2018, le torchon continue de brûler entre communautés d'éleveurs. Leurs attaques meurtrières font de plus en plus de victimes parmi les femmes et les enfants et n'ont quasiment plus aucun rapport avec la guerre civile elle-même.

Et pour le travailleur humanitaire Majok Mon, le tableau actuel n'est pas annonciateur d'une paix durable : "Cette génération est née et a grandi avec la guerre (...) Ils forment une majorité et ce sont eux qui se battent. Comment faire pour changer ça ?"

Source : AFP

Le Soudan du Sud embarrassé par son contrat de lobbying avec Gainful Solutions

10 mai 2019

Le Soudan du Sud recule à propos d'un contrat de lobbying qui avait fait scandale. Juba avait signé un accord avec Gainful Solutions, une société basée en Californie, dirigée notamment par d'anciens ambassadeurs américains.

Pour 3,7 millions de dollars, l'entreprise devait notamment faire pression pour que la Cour de justice destinée à juger les crimes de la guerre civile ne voie jamais le jour. Gainful Solutions devait aussi pousser pour que les sanctions internationales soient levées. Un nouveau contrat a été signé, mais la polémique demeure.

Comme si les deux parties voulaient éteindre l'incendie au plus vite, l'ambassadeur sud-soudanais à Washington a lui-même distribué un communiqué de presse signé par Gainful Solutions. Le texte explique que mardi 7 mai, les deux parties ont signé un nouvel accord.

La nouvelle version a été expurgée. Désormais Gainful Solutions devra simplement « encourager des relations plus étroites et mutuellement bénéfiques entre Juba et Washington ; encourager le secteur privé américain à investir dans le pétrole, les ressources naturelles ou encore les infrastructures ».

Exit donc les passages les plus controversés : le lobbying contre la Cour de justice et contre les sanctions internationales. Le montant du paiement lui n'apparaît plus. Mais la polémique n'est pas terminée.

L'expert Klem Ryan doute que la vision de Gainful Solutions ait changé. Pour lui, ce texte soulève de lourdes questions sur les véritables activités de la société et le communiqué édulcoré ne fait, selon lui, que rendre ce partenariat encore plus opaque.

Source : RFI

L'Afrique du Sud signe un accord d'exploration pétrolière au Soudan du Sud ravagé par la guerre civile

9 mai 2019

Alors que, côté politique, l'accord entre les belligérants sud-soudanais montre des fragilités, côté économique, il semble porter ses fruits. Conclu en septembre 2018 grâce à la médiation du Soudan, le texte fait du secteur pétrolier l'un des chapitres importants.

L'Afrique du Sud a signé le 6 mai, un contrat portant sur l'exploration et la production de pétrole au Soudan du Sud.

Pretoria prévoit d'investir un milliard de dollars dans l'industrie pétrolière de ce pays, où les champs de pétrole ont été sérieusement endommagés par cinq ans de guerre civile.

Ce contrat verra la compagnie nationale sud-africaine Strategic Fuel Fund (SFF) explorer de concert avec son homologue sud-soudanaise Nile Petroleum Corporation (Nilepet) une zone de 31 000 km² appelée "bloc B2" dans l'Etat de Jonglei.

Les réserves pétrolières du Soudan du Sud sont estimées à 3,5 milliards de barils, dont 30% seulement se trouvent dans des zones déjà explorées, a indiqué le ministre sud-soudanais du Pétrole, Ezekiel Lol Gatkuoth. Il s'agit des troisièmes plus larges quantités disponibles en Afrique sub-saharienne, selon son ministère.

Une richesse qui attire d'autres exploitants venus de loin comme les Malaisiens et les Chinois, qui aujourd'hui dominent le secteur pétrolier du pays, ou venus de plus près comme les Nigériens. Les Russes ont également signé des accords d'exploration.

A son plus haut, la production de pétrole au Soudan du Sud s'élevait à 350 000 barils par jour. Mais elle a chuté de près des deux-tiers avec le début de la guerre civile, en décembre 2013, dans le plus jeune Etat de la planète, depuis son indépendance en 2011. 90% de ses revenus proviennent de l'exploitation du pétrole.

L'accord de paix signé en septembre 2018, lequel a entraîné une forte diminution des combats même s'ils n'ont pas complètement cessé, a permis à la production de repartir à la hausse. A noter néanmoins que le Soudan du Sud, pays sans littoral, reste entièrement dépendant des infrastructures de son voisin du Nord pour l'exportation de son or noir.

Source : FranceInfo

Soudan du Sud : les discothèques interdites à Juba en raison des «actes immoraux»

13 mai 2019

La présidence a annoncé sur Facebook samedi l'interdiction des discothèques, à l'issue d'une rencontre entre le président Salva Kiir et le gouverneur de l'État de Jubek, l'État dont Juba fait partie. Le gouverneur assure que ce qui se passe dans les discothèques, notamment la prostitution des mineurs, « est vraiment dangereux pour l'avenir du pays ».

Le gouverneur de l'État de Jubek, Augustino Jadalla Wani, annonce aussi que les bars doivent désormais fermer leurs portes à 22 heures et que les couples qui passent la nuit à l'hôtel doivent désormais produire un certificat de mariage.

Source : RFI

Soudan : des manifestants démantèlent à contre-cœur des barricades à Khartoum

17 mai 2019

Brique par brique, des manifestants ont démantelé vendredi des barricades à Khartoum mais ont menacé de les rétablir si les généraux ne reprenaient pas les négociations sur un transfert du pouvoir.

La fermeture du Boulevard du Nil, qui longe le fleuve nourricier du Soudan, par l'une de ces barricades, a créé le chaos dans une bonne partie de la capitale soudanaise et poussé l'armée à suspendre mercredi soir le dialogue avec les leaders de la protestation sur la transition politique.

Les tentatives des forces de l'ordre d'enlever ces barrages, installés également sur d'autres avenues, ont donné lieu à des violences. Cinq civils et un militaire ont été tués lundi dans des heurts et huit civils blessés mercredi.

Le chef du Conseil militaire qui a pris le pouvoir après l'éviction du président Omar el-Béchir le 11 avril, a justifié cette suspension de 72 heures des pourparlers par la dégradation de la sécurité.

Le général Abdel Fattah al-Burhane a cité l'érection de barrages routiers hors du lieu du sit-in principal tenu par les manifestants depuis le 6 avril devant le QG de l'armée, la fermeture d'une ligne de chemin de fer et des "provocations" contre les forces de l'ordre.

Les leaders de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance du mouvement de contestation, ont regretté cette suspension mais affirmé vouloir maintenir la mobilisation. Les barrages érigés hors du lieu du sit-in sont apparus avant le début lundi des négociations et étaient destinés à mettre la pression sur les généraux pour qu'ils cèdent le pouvoir aux civils.

Mais l'armée les a qualifiés d'"inacceptables" tout en affirmant n'avoir aucune intention de démanteler le principal sit-in face à son QG.

La suspension du dialogue est tombée juste avant le début prévu initialement mercredi soir d'une séance ultime des négociations entre les généraux et l'ALC, fer de lance de la contestation.

Les deux parties devaient lors de cette séance s'accorder sur la composition d'un Conseil souverain, institution clé de la période de transition.

Les militaires veulent que cette institution comprenne une majorité des leurs tandis que l'ALC exige qu'elle soit dominée par les civils.

Avant les violences de cette semaine, une association de médecins proche de l'ALC a donné un bilan de 90 personnes tuées par les forces de l'ordre depuis le 19 décembre. Les autorités avaient parlé de 65 morts.

Source : AFP

Sénégal : à Thiaroye, les habitants dénoncent le stockage de déchets toxiques

13 mai 2019

Les habitants de la ville de Thiaroye, en banlieue de Dakar, se mobilisent. Un collectif dénonce le stockage illégal de 500 tonnes de déchets toxiques dans la cour d'une usine en théorie désaffectée, qui a fermé ses portes en 2016. D'après le ministre de l'Environnement, venu sur les lieux la semaine dernière, les conditions de stockage sont préoccupantes.

Une odeur âcre se dégage des entrepôts désaffectés de la Senchim et envahit tout le quartier. En continuant de stocker des déchets, l'entreprise est dans l'illégalité. Un arrêté ministériel de 2016 impose même une dépollution totale du site. Aucune date pour l'enlèvement des déchets n'a été avancée par la direction.

Source : RFI

La crise de la noix de cajou inquiète l'Afrique de l'Ouest

6 mai 2019

Depuis plusieurs semaines, les producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest vivent dans l'angoisse. Les acheteurs ne se précipitent pas dans les champs pour ramasser la récolte. Les prix sont en chute libre. En cause, des stocks accumulés par les acheteurs asiatiques l'an dernier. Ils pèsent sur l'ensemble de la filière.

Cette situation de paralysie ne devrait pas durer éternellement prédisent les spécialistes, car la demande mondiale reste forte, et les prix sont si attractifs que le marché finira bien par redémarrer. En attendant, les producteurs en sont réduits à la patience, avec un mot d'ordre général, ne vendez pas à vil prix.

Source : RFI

Guinée : la monogamie devient la règle, sauf accord explicite de la première épouse

12 mai 2019

Le Parlement de Guinée a modifié le code civil pour faire de la monogamie le régime général du mariage, sauf en cas "d'accord explicite" de la première épouse, prenant le contre-pied d'un texte voté fin 2018 légalisant la polygamie mais qu'avait rejeté le président Alpha Condé.

Voté jeudi en séance plénière, le nouveau texte faisait samedi l'objet de critiques dans les médias guinéens, tant la polygamie fait partie des pratiques courantes, y compris au sein de la classe dirigeante, dans ce pays d'Afrique de l'Ouest très majoritairement musulman.

De très nombreux hommes y ont plusieurs femmes, mais les deuxièmes, troisièmes ou quatrièmes épouses, avec qui ils s'unissent lors de mariages religieux ou traditionnels, ne jouissent pas des mêmes droits que les femmes épousées en premier lors de mariages civils, notamment en matière d'autorité parentale ou de succession.

En décembre, les députés avaient largement adopté un nouvel code civil, dont l'article 281 affirmait que "le mariage peut être conclu soit sous le régime de la monogamie, soit sous le régime de la polygamie limitée à quatre femmes".

Le texte disait aussi que "faute pour l'homme de souscrire à l'une des options", "le mariage est présumé être placé sous le régime de la polygamie", laissant donc le dernier mot à l'époux. Mais le président Alpha Condé n'avait "pas apprécié" le vote de cette loi, selon ses services, et renvoyé le texte au parlement.

En seconde lecture, 71 des 73 députés présents ont voté en faveur d'une nouvelle version de l'article 281, qui affirme à présent que "le mariage est soumis au régime de la monogamie pour tous les citoyens guinéens".

Toutefois, "le futur mari peut, au moment de la célébration du mariage, en présence de sa future épouse et avec l'accord explicite de celle-ci, déclarer qu'il opte pour la polygamie limitée à deux, trois ou quatre femmes au maximum", selon un texte qui fait écho à la situation au Sénégal voisin. A défaut, "le mariage est placé de manière irrévocable sous le régime de la monogamie".

"Les discriminations au détriment des femmes ont été corrigées. Le principe de la monogamie est consacré comme par le passé et la polygamie est devenue une exception", a déclaré la députée Traoré Zalikatou Diallo, se disant "vraiment émue".

Source : AFP

Angola : suite aux graves pénuries d'essence, le président João Lourenço limoge le PDG de Sonangol

9 mai 2019

Le président angolais, João Lourenço a limogé mercredi 8 mai le PDG de Sonangol, Carlos Saturnino, ainsi qu'une partie des cadres de la compagnie pétrolière nationale. Le président leur reproche un manque de « dialogue avec l'État » alors que le pays vit depuis plusieurs jours une grave pénurie d'essence.

Carlos Saturnino avait pourtant entrepris une vaste réforme de Sonangol, entreprise grevée par de lourdes dettes et dont la production pétrolière est en déclin.

Carlos Saturnino, le PDG de Sonangol, faisait jusqu'alors figure de sauveur de la plus grande entreprise angolaise.

Son départ forcé survient alors que le deuxième producteur de pétrole brut du continent est paralysé depuis plusieurs jours par une pénurie d'essence. Dans la capitale Luanda, la plupart des stations-service étaient encore assiégées jeudi 9 mai par des centaines d'automobilistes en quête de carburant.

Cette pénurie a provoqué des coupures d'électricité dans plusieurs provinces du pays et fait grimper les prix des carburants à la pompe. À Luanda, certaines stations-service ont quadruplé leurs tarifs, a constaté un journaliste de l'AFP.

Sonangol, entreprise publique qui ne dispose que d'une raffinerie en activité, doit importer 80% de l'essence consommée dans le pays. Or, elle connaît des problèmes d'approvisionnement dus, selon son désormais ex-PDG, à un manque de devises ainsi qu'à de lourds impayés des entreprises publiques.

Source : RFI

Angola : une fille de l'ex-président dos Santos affirme avoir « fui » le pays

11 mai 2019

L'une des filles de l'ancien président angolais José Eduardo dos Santos dit avoir « fui » son pays après avoir été menacée par les services secrets angolais. Dans un message adressé à des journalistes angolais, Welwitschia dos Santos explique avoir quitté l'Angola pour le Royaume-Uni après qu'un ancien ministre de dos Santos a été, selon elle, « kidnappé ».

Welwitschia dos Santos, une députée du MPLA, se trouve au Royaume-Uni, tout comme Isabel dos Santos, la fille aînée de l'ex-président. Mais contrairement à sa demi-sœur, elle n'a de cesse de critiquer l'actuel président Joao Lourenço, dont elle réclame la démission.

Le parti au pouvoir a décidé de suspendre son mandat parlementaire -- Welwitschia dos Santos est même membre du comité central -- parce qu'elle a passé plus de 90 jours à l'étranger. Mais la députée refuse de signer une quelconque lettre de démission, ce qu'elle a expliqué dans un message audio envoyé à des journalistes angolais par WhatsApp.

Welwitschia dos Santos dit avoir fui l'Angola après qu'un député du MPLA, Manuel Antonio Rabelais, un ancien ministre de son père, a été empêché d'embarquer à bord d'un avion pour

Lisbonne. Pour la fille dos Santos, il s'agit d'un kidnapping. Pour les autorités, il s'agit d'une arrestation dans le cadre d'une procédure pour détournement de fonds.

Source : RFI

Côte d'Ivoire : une nouvelle usine ultramoderne construite sur la mine d'or d'Ity

11 mai 2019

La compagnie canadienne Endeavour Mining a inauguré cette semaine une nouvelle usine sur la mine d'or ivoirienne d'Ity. Un investissement de 412 millions de dollars pour prolonger, grâce à des techniques de pointe, l'exploitation de la plus ancienne mine d'or du pays qui a tendance à s'épuiser.

Le procédé utilisé va permettre d'extraire 5 à 6 tonnes d'or supplémentaire pendant une dizaine d'années et donc de garantir la pérennisation d'un millier d'emplois directs sur le site. Cet investissement est aussi le fruit d'une politique volontariste de la part de l'État ivoirien qui entend développer un potentiel aurifère encore largement sous-exploité.

Il existe en Afrique de l'Ouest un axe volcano-sédimentaire qui va du Ghana au Burkina Faso, en passant par le Mali et la Côte d'Ivoire et qui recèle d'importantes réserves en or.

Le Ghana est devenu l'an dernier le premier producteur africain d'or, le Mali et le Burkina Faso le talonnent de près. Mais la Côte d'Ivoire, elle, n'a pas encore exploité tout son potentiel.

Dès 2014, Abidjan a mis en place une politique attractive. Les géants du secteur comme le Canadien Endeavour Mining et l'anglais Rangold sont arrivés en force.

Mais cette exploitation ne va pas sans problèmes.

Certaines communautés rechignent à laisser leurs terres aux compagnies minières, les conflits fonciers se multiplient. Par ailleurs, l'État a du mal à endiguer une exploitation clandestine qui prend des proportions inquiétantes.

Source : RFI

Le braconnage menace toujours les éléphants d'Afrique, selon la CITES

10 mai 2019

Le braconnage continue de menacer la survie à long terme de l'éléphant d'Afrique. C'est ce qu'a indiqué une nouvelle évaluation par le système de suivi à long terme de l'abattage illicite des éléphants (MIKE) de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

Prisés pour leurs défenses en ivoire vendues illégalement sur les marchés asiatiques sous formes d'ornements ou de bijoux, les éléphants africains sont victimes d'un braconnage intensif.

De plus, la population africaine augmentant fortement, les hommes et les éléphants se retrouvent en compétition pour un espace qui devient de plus en plus rare.

Source : ONU

Face à une sécheresse inquiétante, la Namibie demande l'aide internationale

10 mai 2019

Ce pays d'Afrique australe a déclaré l'état de catastrophe naturelle pour une durée de six mois, en raison d'une grave sécheresse qui affecte depuis des semaines ses récoltes, son bétail et la sécurité alimentaire d'une partie de sa population. Windhoek, la capitale, a annoncé une assistance de 35 millions d'euros aux zones touchées.

Un Namibien sur cinq n'a pas accès à une nourriture suffisante à cause de la sécheresse qui sévit dans le pays, a fait savoir le gouvernement.

En tout, un demi-million de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire.

Comme le reste de l'Afrique australe, la Namibie, qui compte 2,4 millions d'habitants, souffre depuis plusieurs saisons de sécheresse, aggravées par des épisodes climatiques de type El Niño, qui affecte les récoltes et le bétail.

Les rivières se sont asséchées dans le nord du pays, ce qui a décimé une bonne partie du bétail. L'état de catastrophe naturelle décrété par le président Hage Geingob devrait être maintenu pour au moins six mois.

Fin avril, son gouvernement avait annoncé avoir débloqué une enveloppe d'un montant équivalent à 35 millions d'euros, pour venir en aide aux agriculteurs et aux populations affectées par le manque de précipitations.

Afin de passer ce cap difficile, sans trop de pénalités pour l'économie, le pays a également sollicité l'aide internationale. A Genève, un porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, Hervé Verhoosel, a déclaré "ne pas avoir encore reçu de demande écrite" des autorités de Windhoek, mais assuré "suivre de près la situation en Namibie".

Source : FranceInfo

Le Ghana devient le premier producteur d'or du continent africain

9 mai 2019

En 2018, le Ghana est devenu le premier producteur d'or en Afrique. Selon les chiffres divulgués par la Banque mondiale, il détrône l'Afrique du Sud tombé à la troisième place continentale.

Paradoxe, si le Ghana rafle la première place à l'Afrique du Sud, ce sont pourtant des compagnies sud-africaines, comme Gold Field et AngloGold qui sont les plus actives sur son territoire, devant les américains et les canadiens.

La réussite du secteur aurifère tient aussi à une réorganisation complète ces dernières années et à un meilleur contrôle des opérateurs. De nombreux mineurs illégaux, venus de Chine et de Russie notamment, ont dû cesser leurs activités ces dernières années.

Le sous-sol ghanéen ne semble pas avoir encore livré tout son potentiel, contrairement à l'Afrique du Sud dont le secteur aurifère est en plein déclin. Les filons s'épuisent obligeant les opérateurs à creuser de plus en plus profondément.

Source : RFI

Ouganda : réactions aux récentes attaques contre la liberté de la presse

4 mai 2019

En Ouganda, la Commission de régulation des médias a ordonné à 13 radios et télévisions de suspendre une quarantaine de journalistes pour leur récente couverture de l'arrestation du chanteur et opposant Bobi Wine, libéré sous caution, vendredi 3 mai. Amnesty International dénonce « une atteinte flagrante à la liberté de la presse ».

Face aux récentes attaques contre la liberté de la presse dans le pays, des diplomates d'une quinzaine de pays dont les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ont fait part, vendredi, de leurs inquiétudes.

Source : RFI

RDC : recrudescence du nombre d'enlèvements attribués à la LRA

16 mai 2019

L'ONG américaine Invisible Children a recensé 129 enlèvements entre janvier et avril de cette année. Soit presque autant en 4 mois qu'au cours de toute l'année 2018 où 137 enlèvements avaient été recensés.

L'ONG parle d'une augmentation « significative ». Certes on est bien loin des massacres et enlèvements de masse qui avaient cours il y a 10 ans, mais la rébellion de Joseph Kony n'a pas totalement perdu sa capacité de nuisance.

C'est principalement dans la province du Haut-Uélé qu'opère la LRA en RDC. « Elle y jouit d'une plus grande liberté de mouvement qu'en Centrafrique, où elle est confrontée à d'autres groupes armés », ex-Seleka notamment, analyse Camille Marie Regnault de l'ONG Invisible Children. D'autant que dans cette zone, l'armée congolaise manque de moyens pour agir.

C'est en partie ce qui expliquerait selon elle ce regain d'activisme côté congolais, dans un contexte plus général marqué par le retrait en 2017 des troupes américaines et ougandaises de la Task force qui avait été mise sur pied pour lutter contre la LRA.

Faut-il en déduire pour autant que cette rébellion est en train de se renforcer ? « Pas nécessairement », nuance Camille Marie Regnault. Car dans le même temps, de nombreux otages parviennent à s'échapper au bout de quelques semaines. Dans ce contexte, « la LRA n'a pas la possibilité de former de nouveaux combattants », estime la chercheuse.

Source : RFI

Ebola/RDC : l'épidémie au Nord-Kivu est-elle en train d'échapper à tout contrôle ?

14 mai 2019

En République démocratique du Congo, face à l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu, le ministère de la Santé se veut rassurant ; mais le nombre de cas explose, plus d'une dizaine de cas chaque jour, et les attaques se multiplient contre les structures de santé.

« Les conditions sécuritaires et la multiplication des foyers infectieux » compliquent la réponse sanitaire, affirme Ghassan Abou Chaar, le responsable adjoint des urgences chez Médecins sans frontières. « On ne peut pas vraiment dire si l'on perd le contrôle sur l'épidémie ». De son côté, le ministère de la Santé congolais se veut rassurant.

Mais si les chiffres sont si favorables, c'est surtout parce que les populations ne veulent pas aller dans ces centres de traitement Ebola. Et pour cause : ils ont été attaqués plusieurs fois par des hommes armés ces dernières semaines. Les malades préfèrent rester chez eux. Les décès hors des structures sanitaires explosent. Et la maladie progresse.

Source : RFI

RDC : déçus, des miliciens qui s'étaient rendus retournent dans la forêt

12 mai 2019

En RDC, on assiste depuis l'investiture de Félix Tshisekedi comme président de la République à quelques redditions de miliciens de plusieurs groupes armés. Mais le dispositif d'encadrement de ces combattants tarde à se mettre en place. Faute d'encadrement, des miliciens retournent dans la forêt. Beaucoup sont accusés d'être à la base de l'insécurité.

Source : RFI

RDC : multiplication des attaques en Ituri dans l'Est

9 mai 2019

En RDC, l'armée renforce sa présence dans le sud du territoire d'Irumu, en Ituri, dans l'Est du pays. C'est la conséquence de deux attaques consécutives attribuées à de présumés rebelles ADF depuis début mai.

Une délégation composée du gouverneur par intérim et du comité de sécurité de la province s'est rendue sur place. De telles attaques sont inédites dans cette zone frontalière du territoire de Beni. Des mouvements de présumés rebelles ADF ont déjà été signalés dans cette zone ces dernières années, mais jamais de telles attaques. Un précédent qui inquiète en Ituri.

Les assaillants ont enlevé des habitants : 49 selon les autorités provinciales. Depuis, 35 ont été relâchés, mais pas les personnels soignants qui étaient parmi eux. Ils ont aussi procédé à des actes de pillages emportant avec eux bétails, vivres et matériel médical.

Suite à la visite des autorités civiles et militaires de la province, une partie des populations qui avaient déserté par milliers commençaient timidement à rentrer, mais la plupart des commerces

étaient toujours fermés. Les autorités provinciales espèrent que ces attaques resteront isolées dans une province qui est déjà la cible de l'activisme d'un autre groupe rebelle, le FRPI.

Source : RFI

RDC : la Monusco explique les réductions de son personnel congolais, malgré la persistance de l'insécurité

9 mai 2019

En RDC, les personnels nationaux de la Mission de l'Onu ont manifesté dans plusieurs villes pour protester contre la suppression d'environ 500 postes qui les concernent directement. La Monusco a expliqué que c'était la conséquence de réductions budgétaires entamées depuis 2013 et qu'elles concernent l'ensemble des missions de maintien de la paix dans le monde.

Pourtant, l'ONU pointe une augmentation des violations des droits de l'homme en RDC. Celles commises par les agents de l'État augmentent même. En mars dernier, le Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'homme a ainsi noté que 61% des violations, dont des exécutions extrajudiciaires, ont été commises par les forces de l'ordre et notamment l'armée congolaise.

D'autre part, l'insécurité dans la province du Nord-Kivu a contraint plus de 100.000 personnes à fuir leur domicile en avril.

Le HCR s'est déclaré vivement préoccupé par la sécurité des civils. Les équipes du HCR ont été informées de viols et de recrutement d'enfants par des groupes armés.

« Les enlèvements et les meurtres ont traumatisé la population », a souligné le porte-parole du HCR, rappelant au passage que les personnes déplacées sont souvent les cibles. La province du Nord-Kivu en RDC reste l'une des régions les plus touchées par les déplacements de population, avec un nombre de déplacés estimé à plus d'un million de personnes.

Le HCR a intensifié ses activités dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en RDC depuis août 2018. L'une des priorités est de soutenir les personnes ayant besoin de protection, « et de travailler avec les communautés pour renforcer leur capacité à faire face à de multiples crises et fournir un abri de base aux personnes déplacées et aux rapatriés ».

Source : RFI

Les travailleurs du textile en Éthiopie sont les plus mal payés du monde

12 mai 2019

L'Éthiopie qui ambitionne de devenir le principal centre manufacturier du continent africain tente de séduire les investisseurs avec une politique de bas salaires. Résultat, dans les parcs industriels flambant neufs construits par l'État, les salariés sont démotivés car ils ne parviennent pas à vivre décemment.

C'est ce que dénonce un rapport publié par le Centre Stern pour les affaires et des droits de l'homme de l'université de New York.

Au Bangladesh, dans l'industrie textile, un ouvrier gagne 95 dollars par mois, au Kenya 207 et en Chine 326, en moyenne.

Mais en Éthiopie, il ne gagne que 26 dollars par mois, et est le plus mal payé au monde dans ce secteur.

De jeunes paysannes sont venues travailler à la chaîne pour de grandes marques comme H&M ou Calvin Klein via des fabricants chinois.

La démotivation est grande, l'absentéisme aussi, les arrêts de travail sont incessants. Et les employés ne restent pas plus d'un an en moyenne.

Le pays a le choix entre devenir la Chine ou le Bangladesh.

La première a su tirer profit de son industrie textile pour mettre en place des chaînes de valeur ajoutée, tandis que le second se contente d'assembler à bas prix des composants textiles importés d'autres pays, pour se retrouver avec une pauvreté endémique et une économie arriérée.

Source : RFI

Éthiopie : plusieurs dizaines de morts dans des affrontements ethniques

3 mai 2019

De nouvelles violences ethniques ont éclaté début mai en Éthiopie. À la frontière entre deux États, des inconnus armés ont assassiné plusieurs dizaines de villageois et en ont blessé plusieurs dizaines d'autres. Il pourrait s'agir d'un acte de représailles entre différents groupes ethniques.

Des hommes armés ont pris d'assaut des villages de l'État Amhara, tirant sans discernement sur les habitants, selon les autorités de la localité.

La police et l'armée ont été envoyées en renfort dans la zone.

Les victimes sont principalement membres des ethnies Gumuz et Sinasha. Cet assaut pourrait d'ailleurs faire suite à des tensions communautaires. En effet, une vingtaine de personnes de l'ethnie Amhara avaient été tuées dans l'État voisin de Benishangul Gumuz. Le nouveau massacre de lundi pourrait donc être des représailles de la part de miliciens Amhara.

Depuis des mois, l'Éthiopie est prise dans une spirale de violences intercommunautaires. Le Premier ministre Abiy Ahmed, très populaire et salué dans le monde entier pour ses efforts en faveur de la paix dans la Corne de l'Afrique, ne trouve pour l'instant pas de solution pour stopper ces cycles d'affrontements dans son propre pays.

Source : RFI

En Somalie, une sécheresse synonyme de grave crise de la faim pour 2 millions de personnes (FAO)

12 mai 2019

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a émis une alerte sur la Somalie où près de 2,2 millions de personnes seront confrontées à une grave crise alimentaire entre juillet à septembre en raison de la sécheresse.

D'après l'alerte de la FAO, la détérioration des niveaux de nutrition constitue également une vive source d'inquiétude. Les taux de malnutrition aigüe et le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aigüe admis dans des centres d'alimentation thérapeutique ont fortement augmenté en 2019.

Les dernières projections prévoient la pire vague de sécheresse jamais connue depuis des années. Quelques pluies sont attendues en mai mais elles seront insuffisantes et tomberont trop tard.

L'alerte de la FAO met en garde contre le nombre inquiétant d'animaux se trouvant actuellement en très mauvaise santé en raison de leur faible poids corporel et des maladies provoquées par la vague de sécheresse dans les régions du nord et du centre du pays.

La FAO intensifie ses interventions afin d'empêcher que la situation humanitaire, déjà alarmante, ne se détériore davantage. L'agence onusienne a besoin d'urgence de davantage de fonds pour venir en aide aux 2 millions de personnes affectées par la sécheresse cette année.

Source : ONU

Somalie : la Turquie régulièrement cible d'attentats perpétrés par les shebabs

14 mai 2019

Un ressortissant turc a été assassiné par les shebabs ce week-end à Mogadiscio en Somalie. Les intérêts d'Ankara sont une cible des terroristes islamistes depuis plusieurs années, malgré le caractère musulman de la Turquie.

Attaque contre des délégations, contre l'ambassade, avion de ligne visé ou médecins abattus, Ankara est régulièrement sujet à des attentats perpétrés par les shebabs, du fait notamment du partenariat stratégique tissé entre la Turquie et la Somalie.

La relation privilégiée entre la Turquie et le pouvoir somalien a été cimentée à partir de 2011. Le leader turc Recep Tayyip Erdogan, qui s'est rendu trois fois en Somalie en moins de cinq ans, a tendu la main à Mogadiscio.

Ankara a d'abord déversé des centaines de millions de dollars d'aide humanitaire. Puis est venu le temps du business. Les entreprises turques ont bâti des infrastructures, routes, écoles, hôpitaux, elles ont construit et géré des terminaux portuaires et aéroportuaires.

Puis est venue la sphère diplomatico-militaire, avec une immense ambassade turque ouverte en 2016. Mais aussi et surtout l'inauguration fin 2017, de la plus importante base militaire d'Ankara à l'étranger.

Un engagement que les Turcs ont voulu afficher. À la différence des autres pays, leurs ONG et entreprises ont ouvert des bureaux à Mogadiscio et non à Nairobi.

Pour les Turcs, la Somalie dispose d'une position stratégique, dans le golfe d'Aden, face à la péninsule arabique.

Mais il ne faut pas oublier une stratégie africaine plus globale. En 10 ans, la Turquie a quasi triplé son nombre d'ambassades sur le continent. Cette influence grandissante lui apportant plus de débouchés pour ses produits, un accès aux ressources naturelles et des alliés sur la scène internationale.

Source : RFI

Médecins cubains enlevés au Kenya : les shebabs exigent une rançon

16 mai 2019

Les shebabs demandent 1,5 million de dollars pour libérer deux médecins cubains, enlevés le 12 avril 2019 à Mandera, ville kényane frontalière avec la Somalie. Ils font partie d'un groupe de 110 professionnels de santé cubains déployés un peu partout au Kenya pour améliorer le niveau des soins dans les régions isolées.

À la suite de ce kidnapping, l'armée kényane a augmenté le niveau de sécurité déjà très élevé à Mandera. Les médecins cubains déployés dans d'autres régions comme Wajir, Garissa, Lamu et Tana River, où le danger d'attaque shebab est important, ont été envoyés ailleurs dans le pays, pour exercer dans des zones moins dangereuses.

Source : RFI

Liaisons aériennes suspendues entre Nairobi et Mogadiscio

11 mai 2019

Il n'y aura plus de vol direct entre le Kenya et la Somalie. Les autorités kényanes suspendent cette ligne aérienne, officiellement pour des raisons de sécurité suite à la menace terroriste. Cette ligne directe venait pourtant d'être rouverte il y a quelques mois à peine. Certains observateurs y voient des raisons politiques.

Le Kenya invoque la menace terroriste, cible du groupe al-Shabab qui sévit en Somalie. Pour Abdullahi Shahow, chercheur à l'International Crisis Group, le Kenya fait ici machine arrière, regrettant d'avoir rétabli cette ligne directe. La sécurité nationale ne pouvait être assurée parfaitement depuis, selon lui.

D'autres observateurs y voient une raison politique. Car depuis février dernier, les tensions sont vives entre le Kenya et la Somalie qui se disputent un territoire maritime au potentiel pétrolifère. La fermeture de cette ligne aérienne directe serait un moyen de faire pression sur Mogadiscio. Car les autorités somaliennes s'inquiètent de son impact négatif sur les échanges commerciaux.

Source : RFI

Peta demande au Kenya d'interdire le commerce de peaux d'ânes vers la Chine

16 mai 2019

L'association de défense des animaux Peta a demandé jeudi au Kenya de mettre fin à l'abattage des ânes, dont les peaux sont exportées vers la Chine le plus souvent illégalement pour les besoins de la médecine traditionnelle.

L'ONG Peta (Pour une éthique dans le traitement des animaux) a indiqué à l'AFP avoir mené une enquête sur les abattoirs kényans montrant que les ânes y étaient cruellement battus ou bien arrivaient morts après de longs voyages dans des camions en provenance de pays voisins.

"Peta appelle le Kenya à rejoindre beaucoup d'autres pays africains en interdisant l'abattage des ânes. Il n'y a aucun besoin de recourir à une telle cruauté, (la médecine traditionnelle) n'est même pas quelque chose qui a démontré son efficacité", a déclaré Ashley Fruno porte-parole de Peta.

Principale consommatrice, la Chine a vu sa population d'ânes chuter fortement en une vingtaine d'années et s'est tournée vers l'Afrique pour satisfaire la demande.

En réponse, plusieurs pays africains ont interdit l'exportation de peaux d'ânes et fermé les abattoirs appartenant à des Chinois.

Mais cela signifie aussi que le Kenya reçoit maintenant des milliers d'ânes transportés sur de longues distances depuis l'Éthiopie, l'Ouganda ou la Tanzanie.

"Il n'y a pratiquement aucune loi contre les abus sur les animaux dans les fermes et abattoirs du Kenya", a expliqué Peta.

En Afrique de l'Est, le nombre d'ânes est estimé à 2,4 millions. Au Kenya, entre les quatre abattoirs légaux et les contrebandiers, environ 2.000 sont tués chaque jour, selon la même source.

A ce rythme, les ânes pourraient avoir disparu dans la région dans quatre ans, souligne M. Mayers, rappelant que les ânes ne se reproduisent pas facilement. Une autre organisation caritative, Brooke, dit avoir recensé au Kenya 60 accidents par semaine au cours desquels des ânes sont volés, ce qui constitue une perte énorme pour leurs propriétaires.

"Les ânes n'aident pas seulement aux tâches domestiques, ils permettent aussi aux propriétaires et à leur famille de vivre de différentes activités commerciales, comme le transport et l'agriculture", souligne Megan Sheraton, une porte-parole de Brooke.

Source : AFP

Madagascar : 79 députés dans le viseur du Pôle anticorruption

15 mai 2019

L'année dernière au mois d'avril, le Bureau national anticorruption, le Bianco, a reçu une plainte évoquant des suspicions d'actes de corruption commis par des députés dans le cadre du vote de la loi organique portant sur le code électoral malagasy - notamment les élections présidentielles.

Après investigation, l'enquête est bouclée : les 79 députés sont incriminés par l'institution, qui a transmis le dossier au pôle anti-corruption.

Il aura fallu un an d'investigation aux enquêteurs du Bianco pour inculper les 79 parlementaires de corruption massive.

Certains députés incriminés sont actuellement candidats aux législatives la semaine prochaine. Les enquêteurs ont transmis le dossier au Pac, le Pôle anticorruption, qui est l'entité en mesure de lancer des poursuites judiciaires. Ils encourent de 2 à 10 ans de prison, et de 5 à 200 millions d'ariarys pour corruption passive, la dénomination de l'infraction.

Source : RFI

Madagascar : fraude électorale reconnue par le président de la Céli d'Ihosy

14 mai 2019

À Madagascar, le président de la Commission électorale du district d'Ihosy, dans le sud du pays, avoue avoir falsifié la liste électorale pour l'élection législative du 27 mai. Ce dernier avait été arrêté, mardi 7 mai, et placé sous mandat de dépôt pour « faux ». Des milliers de votants fictifs ont été ajoutés dans ce district qui compte quelque 106 000 électeurs.

Si le président de la Commission électorale du district reconnaît la fraude, il se refuse toutefois à indiquer quel candidat, sur les huit qui se présentent, lui a demandé cette falsification.

Reste à savoir si le(s) nom(s) des commanditaires seront connus avant l'élection qui doit se dérouler dans deux semaines pour annuler, entre autres, leur participation à ce scrutin.

Cette fraude qui pourrait entacher la crédibilité de la liste électorale avait été critiquée et jugée défailante par de nombreux candidats lors de la présidentielle de novembre, notamment par le TIM, parti de l'ancien président Marc Ravalomanana.

« Ce n'est pas seulement dans ce district que nous avons constaté ce problème », indique Olga Ramalason, secrétaire générale du parti. « Nous avons vraiment peur d'être confrontés, à nouveau, aux anomalies rencontrées pendant la présidentielle », conclut-elle.

Source : RFI

La faim continue d'augmenter au Proche-Orient et en Afrique du Nord (FAO)

8 mai 2019

Plus de 52 millions de personnes souffrent de sous-alimentation au Proche-Orient et en Afrique du Nord, alerte l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La faim continue d'augmenter dans ces régions à forte croissance démographique, où les conflits et le fossé grandissant entre les zones urbaines et rurales freinent les efforts.

Le rapport souligne par ailleurs que la région ne fait pas seulement face à une crise alimentaire, certains pays de la région affichent également des taux d'obésité particulièrement élevés.

Les zones rurales abritent près de 40 % de la population et la majorité des personnes pauvres.

Source : ONU

L'ONU appelle les Etats membres du G5-Sahel à accélérer la pleine opérationnalisation de leur force conjointe

16 mai 2019

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation dans la région du Sahel, en Afrique, une haute responsable des Nations Unies a appelé les Etats membres du G5-Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) à faire en sorte que leur force conjointe atteigne rapidement sa pleine capacité opérationnelle.

La force conjointe du G5 Sahel compte 4000 hommes sur les 5000 prévus.

La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies pour l'Afrique, Bintou Keïta, s'est dit particulièrement encouragée par la reprise des opérations de la force conjointe en janvier de cette année, notant que la force a ainsi effectué quatre opérations depuis le début de l'année.

Mme Keïta a jugé essentiel de poursuivre sur cette lancée. Elle a rappelé que la situation au Mali et dans le Sahel au sens large restait extrêmement préoccupante. « La région est confrontée à de graves problèmes, allant du changement climatique et de la sécheresse à l'insécurité croissante, à l'extrémisme violent, au trafic illicite de personnes, d'armes et de drogues ».

« Les groupes terroristes continuent d'évoluer et de se propager au-delà des frontières, notamment au Burkina Faso, au Niger, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo ».

Dans ce contexte, des opérations efficaces du G5-Sahel « enverront un signal fort aux groupes terroristes.

Quant à l'appui apporté par la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) à la force conjointe du G5-Sahel, Mme Keïta a réitéré l'appel du Secrétaire général de l'ONU à lever les restrictions géographiques concernant cet appui.

Source : ONU

Sahel : des besoins humanitaires en hausse et des ressources insuffisantes – l'ONU appelle à agir

8 mai 2019

Les responsables humanitaires de l'ONU au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont appelé mardi la communauté internationale à augmenter leur aide aux populations du Sahel où l'insécurité et les attaques armées ont atteint des niveaux sans précédent.

Les besoins humanitaires dans cette région sont en forte hausse en raison de la violence persistante. L'ONU alerte sur le risque de propagation de cette violence vers les pays côtiers d'Afrique occidentale.

Le nombre d'incidents de sécurité au Burkina Faso, au Mali et dans l'ouest du Niger a fortement augmenté ces derniers mois. Rien que pour le mois d'avril, plus de 150 incidents violents, ayant fait plus de 300 morts, ont été enregistrés dans la région.

Les violences au Sahel touche des communautés extrêmement vulnérables qui luttent encore pour se remettre des conséquences de la sécheresse aiguë qui a frappé la région l'année dernière. Beaucoup de personnes touchées par la violence étaient déjà confrontées à de graves difficultés.

En un an seulement, les déplacements internes ont quintuplé, forçant plus de 330.000 personnes à quitter leur foyer. Par ailleurs, plus de 100.000 personnes se sont réfugiées dans un pays voisin.

La violence au Sahel a gravement touché le secteur de l'éducation et les services de santé. Dans toute la région, plus de 1 800 écoles ont fermé leurs portes, et plus de 80 centres de santé sont fermés ou partiellement opérationnels.

En 2019, 5,1 millions de personnes au Burkina Faso, au Mali et dans l'ouest du Niger, ont besoin d'aide humanitaire. Les Nations Unies et leurs partenaires ont lancé un appel de fonds de 600 millions de dollars pour venir en aide aux 3,7 millions de personnes les plus durement touchées. Mais le financement moyen n'est toujours que de 19 %.

Source : ONU

Burkina Faso : le nord terrorisé par les attaques islamistes

15 mai 2019

Les attaques lancées par des groupes djihadistes liés à l'Etat islamique (EI) et au réseau Al Qaïda sont en recrudescence depuis le début de l'année au Burkina Faso et plus largement au Sahel. Aujourd'hui, des centaines d'écoles sont fermées dans le Nord car la plupart des fonctionnaires, dont les enseignants, ont fui ces zones.

La communauté catholique pleure ses morts. Ces derniers jours, dix fidèles ont été tués dans des attaques armées dans le nord du pays.

Alors que l'inquiétude gagne les croyants, responsables politiques et religieux appellent à ne pas céder à la division.

Fin avril, six autres personnes, dont un pasteur, avaient été tuées dans l'attaque d'une église protestante.

Mais la communauté chrétienne n'est pas la seule à faire les frais du terrorisme.

À plusieurs reprises, des imams ont été assassinés par des jihadistes dans le nord du pays.

Selon des sources sécuritaires, ceux-ci étaient "considérés comme pas assez radicaux" par les jihadistes ou "accusés de collaborer avec les autorités".

Parmi les autres attaques, à la mi-mars, l'abbé Joël Yougbaré, curé de Djibo (Nord) avait été enlevé par des individus armés, et le 15 février, le père César Fernandez, missionnaire salésien d'origine espagnole, avait été tué dans le Centre-Est.

Sources : RFI, Reuters, AFP

Bénin : sécurité renforcée

16 mai 2019

Installation sous haute tension sécuritaire de la nouvelle Assemblée

Au Bénin, les 83 députés élus lors des législatives contestées du 28 avril ont officiellement pris leurs fonctions ce jeudi matin. Leur installation s'est passée sous haute surveillance dans la capitale, Porto-Novo.

Tous les députés viennent uniquement du camp du président Patrice Talon puisque toutes les listes qui représentaient les partis d'opposition ont été invalidées par la Commission électorale. L'opposition ne reconnaît d'ailleurs pas ce Parlement.

Un nouveau dispositif de sécurité pour le parc de la Pendjari

Au Bénin, une réunion sur la sécurisation du parc de la Pendjari a eu lieu, à Cotonou, afin de plancher sur les réponses à apporter, après l'enlèvement des touristes français et l'assassinat de leur guide béninois, Fiacre Gbédji.

La libération des otages a entraîné la mort de 2 militaires français.

De source militaire, RFI apprend que l'armée et la centaine de Rangers du parc vont désormais travailler ensemble et mutualiser leurs moyens, ce qui n'était pas le cas avant.

Une autre source bien renseignée indique que 60 militaires béninois seront bientôt déployés dans le parc.

À cela, il faut ajouter des propositions comme la mise en place d'un système d'alerte et d'assistance.

Tous les véhicules qui transportent les touristes dans le parc seront équipés de radios de communication et de géolocalisation.

La menace jihadiste au Sahel, concentrée initialement au Mali, s'est étendue depuis au Burkina Faso et plane désormais sur les pays côtiers du Golfe de Guinée, jusque-là épargnés, comme le Bénin.

Source : RFI

Niger : l'EI revendique l'embuscade où 28 soldats ont péri

16 mai 2019

L'Etat islamique a revendiqué l'embuscade près de la frontière malienne, qui a tué 28 militaires nigériens. Les djihadistes, qu'ils soient affiliés à Al Qaïda ou à l'État islamique, ont intensifié leurs attaques contre des cibles militaires et civiles au Sahel cette année, surtout dans le sud-ouest, le long des frontières poreuses entre Niger, Mali et Burkina Faso.

Le sud-est du Niger est lui aussi menacé, par Boko Haram et par un groupe dissident affilié à l'État islamique. Ces deux groupes sont basés au Nigeria mais frappent fréquemment au Niger, au Tchad et au Cameroun voisins.

Conséquence de l'insécurité dans le sud-ouest, Médecins sans frontières (MSF) suspend une partie de ses activités près de la frontière avec le Mali.

Le vol de deux véhicules de l'organisation par des hommes armés non-identifiés est à l'origine de cette décision.

Sources : Reuters, RFI

Cameroun : situation humanitaire "urgente", avertit l'ONU

14 mai 2019

Au Cameroun, "il y a urgence" à accroître l'aide humanitaire et à la financer afin d'éviter une situation "hors contrôle", a affirmé lundi le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires Mark Lowcock.

"Un Camerounais sur six a besoin d'aide humanitaire, de protection", soit 4,3 millions de personnes, notamment des enfants et des femmes. "Huit régions sur les dix du pays sont touchées par la crise humanitaire", a ajouté Mark Lowcock.

Il s'agissait de la première réunion du Conseil de sécurité sur ce dossier alors que les grandes puissances avaient privilégié jusqu'alors les pressions bilatérales sur le président Paul Biya pour inverser le cours des choses.

La crise a débuté en 2016 avec des revendications pour davantage de représentativité anglophone dans ce pays à majorité francophone, avec un retour au fédéralisme. Une minorité de contestataires réclamait l'indépendance et la proclamation d'un nouvel Etat, l'Ambazonie.

Face à l'intransigeance de Yaoundé et à la répression des manifestations pacifiques, le conflit s'est durci. Fin 2017, une partie des séparatistes a pris les armes et des combats les opposent depuis à l'armée.

Aujourd'hui, "500.000 personnes sont des déplacés internes, la plupart restant cachées dans des forêts" et "plus de 600.000 enfants sont privés d'éducation" dans les régions anglophones du nord et du sud concernées, a indiqué Mark Lowcock.

Face à la dégradation humanitaire, "nous avons besoin d'une riposte plus globale", notamment de financement international, a-t-il souligné. Les besoins sont de 300 millions de dollars mais seulement 38 millions ont été mis à disposition.

Selon le centre d'analyses géopolitiques International Crisis Group, le conflit a fait 1.850 morts en vingt mois.

Le Nigeria accueille 35.000 réfugiés, pour la plupart des femmes et des enfants, selon l'ONU.

Pour l'ONG Human Rights Watch, les Européens notamment ne sont pas assez actifs sur le dossier du Cameroun.

HRW a récemment dénoncé des cas de torture de militants anglophones.

Il faut que ce le Cameroun entre dans le programme de travail formel du Conseil de sécurité, que le gouvernement camerounais lutte contre l'impunité pour les crimes commis et qu'un accès

humanitaire bien plus large soit accordé, estime Ilaria Allegrozzi, une chercheuse de HRW dont l'entrée au Cameroun a été récemment refusée, sans explications.

Sources : Reuters, RFI

Gabon : disparition de 353 conteneurs de bois précieux saisis par la justice

9 mai 2019

Au Gabon, plusieurs conteneurs chargés de bois précieux illégalement exploité et qui était en instance d'être exporté ont été saisis en mars dernier grâce à une opération menée par Interpol et la douane internationale.

Un mois après, quasiment tous les conteneurs ont disparu du port d'Owendo alors qu'ils étaient scellés par la justice pour nécessité d'enquête.

L'affaire scandalise les Gabonais. Sur les réseaux sociaux, ils s'interrogent. Comment 353 conteneurs précédemment scellés par la justice ont-ils pu disparaître du port ?

En mars dernier, l'administration gabonaise avait pourtant mobilisé la presse d'État pour présenter ce trophée, ces conteneurs chargés de bois illégal, qui devait être frauduleusement exporté. Lui aussi choqué, le procureur de la République, Olivier N'Zahou, a convoqué la presse et accuse de hauts cadres des eaux et forêts.

Après les dénonciations, les sanctions provisoires commencent à tomber. Le gouvernement a annoncé jeudi soir la suspension de plusieurs cadres des douanes et des eaux et forêts dont les responsabilités semblent avérées. L'enquête se poursuit et sur les réseaux sociaux, les Gabonais réclament une véritable purge qui emportera des subalternes mais aussi des hommes puissants.

Par ailleurs, le président de la République Ali Bongo Ondimba a révélé que 200 conteneurs eux ont été retrouvés. le procureur de la République a aussi annoncé des arrestations dont des Chinois et des Gabonais. La justice recherche activement l'influent entrepreneur chinois François Wu, présumé être le cerveau du scandale.

Les conteneurs en question étaient chargés de Kevazingo, un bois très précieux, vendu à prix d'or en Asie. Menacé de disparition, ce bois est interdit d'exploitation.

Selon les informations de RFI, une dizaine de personnes a été interpellée, quelques conteneurs ont été retrouvés. 18 seraient déjà arrivés en Chine.

Source : RFI

Égypte : affrontements meurtriers dans le nord et le centre du Sinaï

17 mai 2019

Cinq militaires et 47 terroristes islamistes ont été tués dans des récents affrontements dans le nord et le centre du Sinaï, a annoncé jeudi le porte-parole de l'armée égyptienne. Quelque 158 personnes suspectées d'appartenir à « Willayet Sinaa », une organisation affiliée au groupe État islamique, ont été arrêtées.

Depuis la destitution du président Frère musulman Mohamed Morsi en 2013, l'État fait face à une guérilla dans le nord du Sinaï. Même si les opérations du groupe extrémiste musulman ont perdu en intensité depuis l'envoi de 60 000 militaires dans la région, des attentats sporadiques ont fait plus d'une vingtaine de morts parmi les forces de sécurité depuis le début de l'année.

L'armée dit avoir tué des centaines de djihadistes dans le Sinaï depuis le début d'une opération de grande ampleur lancée en février 2018 contre les militants du groupe Etat islamique (EI) et d'autres groupuscules djihadistes.

Après le tout sécuritaire, le gouvernement tente aujourd'hui d'affaiblir le mouvement par le biais d'un développement économique.

Les autorités veulent progressivement transformer un environnement désertique pauvre en centre agro-industriel relié au reste de l'Égypte par des tunnels sous le canal de Suez.

Le projet prévoit de sédentariser une population à majorité bédouine, mais aussi d'installer des centaines de milliers de personnes venues de la vallée du Nil.

En mars 2018, lors de la visite du prince saoudien Mohammed ben Salman, l'Égypte et l'Arabie saoudite avaient annoncé la création d'un fond destiné à développer 1000 kilomètres carrés.

Source : RFI

Appel conjoint franco-italien à une trêve immédiate en Libye

13 mai 2019

La France et l'Italie ont affiché lundi un front commun sur la situation en Libye, les ministres des Affaires étrangères des deux pays appelant à un cessez-le-feu immédiat dans un communiqué conjoint diffusé par le Quai d'Orsay.

"Nous rappelons l'importance d'un cessez-le-feu immédiat et de la reprise du dialogue dans le cadre du processus conduit sous l'égide de l'Onu", déclarent Jean-Yves Le Drian et son homologue italien Enzo Moavero Milanese.

La Libye est aujourd'hui divisée en deux, entre le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) qui siège à Tripoli et un gouvernement parallèle, soutenu par Khalifa Haftar, qui dirige l'est du pays et qui a récemment étendu son contrôle sur le Sud.

L'Italie, ancienne puissance coloniale, est un acteur de poids dans l'industrie pétrolière libyenne et soutient le GNA.

La France, qui a également des avoirs pétroliers dans l'est de la Libye, est accusée de soutenir le maréchal Haftar, acteur selon elle incontournable de la lutte contre le terrorisme.

Source : Reuters

Les Algériens dans la rue pour un 13^e vendredi consécutif contre le "système"

17 mai 2019

Des milliers d'Algériens sont rassemblés vendredi dans le centre d'Alger pour un 13^e vendredi de manifestations dans le pays, où le mois de jeûne du ramadan n'a pas entamé la mobilisation.

La police est déployée en nombre depuis le début de la matinée à Alger.

Selon des sites d'information et des internautes sur les réseaux sociaux, les policiers ont pulvérisé à la mi-journée des gaz lacrymogènes pour éloigner les manifestants essayant de forcer le passage.

"Non aux élections" prévues le 4 juillet pour élire un successeur au président Abdelaziz Bouteflika, peut-on lire sur certaines pancartes. Après 20 ans à la tête de l'Algérie, l'ancien chef de l'Etat a été contraint de démissionner le 2 avril sous les pressions conjuguées du mouvement inédit de contestation et de l'armée.

Les manifestants réclament également à hauts cris un "Etat civil".

"Pas d'Etat militaire", martèlent-ils alors que l'armée est revenue au centre du jeu politique, après avoir contribué de façon décisive au départ du président Bouteflika, faisant de facto de son chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, l'homme fort du pays.

Source : AFP

EURASIE

Paradis fiscaux : l'UE retire les Bermudes, Aruba et la Barbade de la liste

17 mai 2019

L'Union européenne a retiré vendredi l'archipel britannique des Bermudes, l'île néerlandaise d'Aruba (dans les Antilles) et la Barbade (micro-Etat des Caraïbes) de sa liste noire des paradis fiscaux, ne laissant aucun territoire européen sur la liste.

Les trois îles avaient tardé à modifier leurs règles fiscales qui, selon l'UE, risquaient de favoriser les pratiques d'évasion fiscale. Elles avaient été ajoutées à cette liste en mars.

Mais Aruba en a désormais été retirée après avoir modifié sa législation pour se conformer aux exigences de l'UE.

Les Bermudes et la Barbade se sont pour leur part engagées à se plier aux exigences de l'UE et ont donc été déplacées vers une liste dite "grise" de pays qui restent sous son contrôle en raison de leurs pratiques fiscales, ce qui revient à leur laisser du temps pour se conformer complètement aux règles.

Le nombre d'entités sur la liste noire est désormais ramenée à 12, parmi lesquelles figurent les Émirats arabes unis, le sultanat d'Oman et trois territoires des Etats-Unis - les îles Samoa américaines, Guam et les îles Vierges américaines.

Les autres entités figurant sur la liste sont le Belize, les îles Fidji, les îles Marshall, le Vanuatu, la Dominique, Samoa et Trinité-et-Tobago. L'UE s'est résolue à créer une liste noire des paradis fiscaux en décembre 2017 à la suite de révélations sur l'ampleur de l'évasion fiscale pratiquée par des entreprises et les contribuables fortunés.

Source : Reuters

Russie : les ministres du Conseil de l'Europe jouent l'apaisement, colère de Kiev

17 mai 2019

Les ministres du Conseil de l'Europe réunis vendredi en Finlande ont joué l'apaisement avec la Russie, ce qui a suscité la colère de Kiev. La réunion survient en pleine crise avec la Russie, dont les représentants à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont été privés de leurs droits de vote en 2014 après l'annexion de la Crimée.

Moscou a répliqué par la politique de la chaise vide. Et depuis 2017, la Russie ne verse plus sa contribution de 33 millions d'euros au budget annuel du Conseil de l'Europe (CE).

Dans leur déclaration conjointe, les ministres du CE rappellent qu'"une de (leurs) obligations fondamentales est de payer leurs contributions obligatoires au budget ordinaire".

Selon les règles du Conseil, un Etat membre ne payant pas sa contribution risque l'exclusion au bout de deux ans, soit à partir de juin pour la Russie.

Ce qui signifie que Moscou ne participerait pas en juin à l'élection du nouveau secrétaire général de l'organisation, une possibilité qui, selon la Russie, pourrait signifier son départ du CE.

Or les ministres ont affirmé vendredi qu'ils "appellent de leurs vœux la participation des délégations de tous les Etats membres" à la session de juin.

Cette déclaration prudente, qui ménage clairement la Russie, a été favorablement reçue à Moscou mais a irrité l'Ukraine.

"Ce n'est pas de la diplomatie, c'est une capitulation", a répliqué le représentant de l'Ukraine au CE, Dmytro Kouleba, interrogé par l'AFP. "Nous voulons que la Russie reste dans le Conseil de l'Europe mais nous voulons aussi qu'elle respecte ses obligations et engagements dans toutes les décisions prises en réponse à l'agression russe contre l'Ukraine", a-t-il ajouté.

Source : AFP

J-6 avant le coup d'envoi des Européennes, poussée attendue des populistes

17 mai 2019

Plus de 400 millions d'électeurs dans les pays de l'UE sont appelés aux urnes du 23 au 26 mai pour élire un nouveau Parlement européen, où les partis populistes devraient enregistrer une nouvelle poussée, portés par la question brûlante de l'immigration.

Les forces hostiles à l'UE seront cependant loin de remporter une majorité, d'après les sondages. Mais ils vont contribuer au chamboulement des équilibres historiques de l'hémicycle européen, dominé de manière quasi-ininterrompue depuis 1979 par les deux grands partis de la droite et de la gauche pro-européennes.

Ironie de l'histoire : le vote commencera au Royaume-Uni, forcé de participer au scrutin car son accord de divorce avec l'UE n'a toujours pas été ratifié. Il se terminera dimanche, avec le passage dans l'isolement des électeurs de grands pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie ou l'Espagne.

Source : AFP

Climat : nouvelle marche à Bruxelles pour faire pression sur les politiques

12 mai 2019

Plusieurs milliers de Belges ont défilé dimanche dans les rues de Bruxelles pour demander des mesures sur le changement climatique et la justice sociale, deux semaines avant les élections générales du 26 mai.

La mobilisation est en nette baisse. La première marche pour le climat avait rassemblé 65.000 personnes début décembre, à quelques jours de la COP24 organisée en Pologne, puis environ 70.000 personnes s'étaient mobilisées fin janvier.

Ces marches dominicales appuient la mobilisation des jeunes belges qui ont décidé de défiler tous les jeudis jusqu'aux élections, qui se tiendront en même temps que le scrutin européen.

"Il y a une urgence et les politiques ne prennent pas la mesure de cette urgence", a déploré Brieuc Wathélet, porte-parole du collectif d'associations qui ont organisé cette marche.

Source : AFP

Hausse de 20% des actes antisémites en Allemagne

14 mai 2019

Le nombre d'actes antisémites a augmenté de près de 20% en Allemagne en 2018.

Le ministre allemand de l'Intérieur accuse principalement des individus soutenant les thèses de l'extrême droite, tandis que le parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) accuse des migrants originaires en majorité de pays musulmans.

Source : Reuters

En Grèce, les jeunes frappés par la crise blâment l'Europe

14 mai 2019

De nombreux jeunes Grecs, frappés de plein fouet par la crise, ne sont pas sûrs d'aller voter le 17 juin pour une Europe qu'ils jugent responsable du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat en Grèce.

Confrontée aux mesures d'austérité imposées par Bruxelles, la jeune génération peine à se sentir européenne, car ici le salaire minimum pointe à 650 euros bruts et le chômage des jeunes frôle les 40%.

En Grèce, seulement 54% de la population estime que la Grèce a bénéficié de l'appartenance à l'Union Européenne (depuis 1981), selon une étude du Parlement européen parue en octobre 2018.

C'est d'autant plus perceptible au sein d'une jeune génération fortement touchée par la crise.

Du coup, des centaines de milliers de personnes ont émigré durant les années de la crise.

Sortie officiellement en août dernier de son programme d'aides internationales (UE et FMI), la Grèce a été plongée pendant presque une décennie dans une récession inédite destinée à purger la dette publique et à éviter un Grexit forcé.

Sil reste le plus faible de l'Union Européenne, le sentiment de citoyenneté européenne en Grèce a cependant progressé. Il est désormais majoritaire (51%), selon un rapport de la Commission européenne paru en juin 2018.

Source : AFP

Dieselgate : un rapport accablant pour Renault

13 mai 2019

Le groupe automobile est visé en France par une information judiciaire pour « tromperie aggravée » et cela après les révélations internationales sur le scandale du Dieselgate, en 2016, et les manipulations réalisées par certains constructeurs pour minimiser leurs émissions polluantes.

La justice française, dans le cadre de son enquête sur Renault, a demandé un rapport d'expertise scientifique que le journal Le Monde a pu consulter, et qui conclut à une manipulation de la part de Renault.

Renault n'a pas souhaité répondre au journal Le Monde, qui a révélé les conclusions de ce rapport. Depuis le début de l'affaire, le groupe nie toute infraction et renvoie à l'interprétation des normes sur les conditions d'homologation.

Source : RFI

L'ancien patron de Danske Bank inculpé dans le scandale de blanchiment

7 mai 2019

Thomas Borgen, ancien directeur général de Danske Bank, a été inculpé au Danemark pour son implication présumée dans un vaste système de blanchiment d'argent, rapporte mardi le journal Borsen, citant l'avocat de l'ancien dirigeant.

Thomas Borgen est la première personne inculpée dans cette affaire portant sur environ 200 milliards d'euros de transactions suspectes réalisées via la filiale de Danske Bank en Estonie entre 2007 et 2015.

La première banque du Danemark est elle-même visée par des enquêtes dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis, où elle risque de lourdes amendes.

Borsen rapporte qu'au moins deux autres anciens cadres de Danske Bank ont aussi été inculpés au Danemark dans cette affaire de blanchiment. Le journal ne donne pas leur nom.

Source : Reuters

France : essoufflement confirmé pour les « gilets jaunes »

11 mai 2019

À bientôt six mois de mobilisation, les « gilets jaunes » n'ont pas réussi à faire démentir l'essoufflement de leur mouvement au cours de leur XXVI^e samedi de mobilisation.

Selon le ministère de l'Intérieur, ils étaient 18 600 personnes en France, soit la plus faible mobilisation depuis le début du mouvement le 17 novembre.

Un décompte contesté par les « gilets jaunes » qui ont comptabilisé environ 37 500 manifestants. Cet essoufflement du mouvement est depuis longtemps espéré par les autorités, tant la crise des « gilets jaunes » est la pire essuyée par Emmanuel Macron depuis son accession au pouvoir il y a deux ans et a coïncidé avec une baisse de sa popularité.

« On est là, on est là », assuraient plusieurs centaines de « gilets » qui défilaient à Paris. L'accès aux Champs-Élysées était une nouvelle fois fermé, dans la crainte d'une répétition des violences qui émaillent régulièrement ces cortèges.

À Lyon (centre-est) ou Nantes (ouest), où les « gilets jaunes » avaient annoncé des manifestations « nationales », les cortèges ont réuni respectivement environ 2 000 personnes dans une ambiance qui s'est rapidement tendue.

La gendarmerie mobile et les CRS ont été l'objet de jets de bouteilles, pierres ou pétards. Ils ont riposté par de nombreux tirs de gaz lacrymogène. Des heurts qui ont fait 10 blessés côté forces de l'ordre, au moins un côté manifestants selon l'AFP et ont conduit à 9 interpellations sur la journée.

Source : RFI

L'effet « gilets jaunes » pèse sur le tourisme hexagonal

10 mai 2019

Alors que l'année 2018 a été un bon cru pour la fréquentation touristique en France, le début de l'année 2019 s'avère moins bon. En cause : les manifestations violentes à répétition. Les événements font peur aux touristes qui préfèrent éviter la France au profit d'autres destinations. Un vrai manque à gagner pour le secteur du tourisme.

La France véhicule des images de violence sur fond de manifestations et de saccages à Paris. Tout cela a dissuadé une partie des clientèles, et notamment des clientèles à fort pouvoir d'achat, de venir dans l'hexagone.

Source : RFI

« Gilets jaunes » : comment la justice freine les plaintes contre la police

8 mai 2019

Selon les révélations du Canard enchaîné de mercredi 8 mai, aucune des 227 procédures ouvertes par l'IGPN, la police des polices, dans le cadre des manifestations des « gilets jaunes » n'a abouti. Autrement dit, les manifestants parfois gravement blessés qui ont saisi la justice, il y a plusieurs mois, n'ont toujours pas de nouvelle de l'avancée des enquêtes.

Selon Arié Alimi, avocat de plusieurs manifestants, tout serait fait pour retarder le dépôt de plainte et l'avancée des enquêtes. « Les policiers travaillent pour la justice et donc l'institution judiciaire protège ces policiers, nous explique-t-il. Il y a plusieurs méthodes pour ralentir une procédure ou pour éviter qu'elle n'aboutisse.

Source : RFI

Réforme de la fonction publique en France : « Je ne veux pas que la France soit comme ça »

9 mai 2019

Une centaine de manifestations étaient organisées dans toute la France contre le projet de loi de transformation de la fonction publique, qui sera examiné à partir de lundi à l'Assemblée nationale. La totalité des syndicats est unie contre ce texte qui, selon eux, fragilise le statut des fonctionnaires et met en danger la qualité du service public.

Censé « moderniser » le statut des fonctionnaires, le projet de loi s'inscrit dans un objectif de suppression de 120 000 postes d'ici à 2022. Le projet de loi prévoit de recourir davantage aux contractuels, qui n'ont pas le statut de fonctionnaires. Selon Étienne Perrotin, professeur, « être prof. quand on n'est pas formé, c'est à la fois difficile pour les élèves et l'enseignant. »

La centaine de manifestations a rassemblé 108 900 personnes d'après le ministère de l'Intérieur, et 250 000 selon la CGT. Les syndicats ont prévenu que ce ne serait « qu'une étape » d'une mobilisation « dans la durée » pour s'opposer au projet de loi présenté en Conseil des ministres le 27 mars et que le gouvernement veut faire adopter avant l'été.

Source : RFI

Prostitution : six mois de prison avec sursis en Belgique pour le gérant d'un site décrié

8 mai 2019

Un entrepreneur norvégien, gérant d'un site internet proposant à des étudiantes de rencontrer de riches hommes âgés, a été condamné mercredi en Belgique à six mois de prison avec sursis pour incitation à la prostitution.

C'est la peine qu'avait requise le parquet à l'encontre de Sigurd Vedal lors de l'audience le 4 avril devant le tribunal correctionnel de Bruxelles.

A l'automne 2017, la campagne de publicité lancée par le site "RichMeetBeautiful" au moment de la rentrée étudiante avait défrayé la chronique à Bruxelles puis à Paris.

Dans la capitale belge, la justice avait fait saisir le camion utilisé pour l'affichage ambulant, dont le slogan était le suivant : "Hey les étudiantes, améliorez votre style de vie, sortez avec un Sugar Daddy !".

"Sugar Daddy" (ou "Sugar Mama") est une expression américaine qui désigne une personne âgée entretenant une jeune personne. L'affiche en Belgique du site "RichMeetBeautiful" était illustrée d'une poitrine féminine à peine cachée par un soutien-gorge, et le camion circulait à proximité du campus de l'Université libre de Bruxelles, qui avait porté plainte.

En France, une enquête avait été ouverte fin octobre 2017 par le parquet de Paris contre le même site, pour "proxénétisme aggravé". Là aussi le site incitait ouvertement les étudiantes confrontées à des problèmes d'argent à recourir à un "Sugar Daddy".

Source : AFP

Refus de rapatrier des enfants de jihadistes : des grands-parents demandent à la CEDH de condamner la France

6 mai 2019

Les grands-parents de deux enfants retenus avec leur mère jihadiste dans un camp du Kurdistan syrien frappé d'épidémies et de malnutrition, saisissent lundi la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour obtenir la condamnation de la France qui refuse de les rapatrier, ont annoncé leurs avocats à l'AFP.

"En refusant de rapatrier cette mère et ces deux enfants malades, blessés, et dans un état de faiblesse extrême, (...) la France expose ceux-ci à des traitements inhumains et dégradants, violant ainsi l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme", dénoncent Mes Marie Dosé, Henri Leclerc, Catherine Bauer-Violas et Denis Garreau.

Ce garçon de 3 ans et cette fille de 4 ans ont été blessés avec leur mère dans la bataille de Baghouz, dernier réduit du groupe Etat islamique en Syrie enlevé le 23 mars par la coalition arabo-kurde.

Tous trois sont retenus depuis trois mois dans le camp d'Al-Hol (nord-est), où vivent plus de 73.000 personnes selon l'ONU, dont 12.000 étrangers de familles jihadistes étroitement surveillés.

"Des épidémies de choléra, de tuberculose et de dysenterie se propagent dans ce camp" pour lequel plusieurs ONG internationales ont tiré la sonnette d'alarme, rappelle le communiqué. Ces deux enfants "ne bénéficient d'aucun soin, sont malnutris, et souffrent de dysenterie", est-il souligné.

Plusieurs recours d'avocats d'autres Français retenus en Syrie ont été tentés depuis un an devant la justice administrative française pour contraindre l'Etat à rapatrier ses ressortissants, sans succès.

Le gouvernement refuse en effet de ramener les jihadistes français, hommes et femmes, affiliés à l'EI. Il n'a accepté jusqu'ici de rapatrier les enfants qu'au "cas par cas". Cinq orphelins sont ainsi revenus le 15 mars et une fillette de trois ans le 27 mars, dont la mère a été condamnée à la perpétuité en Irak.

Source : AFP

Lituanie : une ex-ministre des Finances et un économiste au 2e tour dans un contexte de fracture sociale

13 mai 2019

Le second tour de l'élection présidentielle en Lituanie opposera le 26 mai prochain l'ancienne ministre des Finances Ingrida Simonyte à un ancien économiste du secteur bancaire, Gitanas Nauseda, alors que le Premier ministre Saulius Skvernelis a concédé sa défaite à l'issue du premier tour organisé dimanche.

Les Lituaniens espèrent que le nouveau président réduira la fracture entre riches et pauvres qui grandit dans leur pays en dépit d'une croissance solide.

L'injustice sociale sévit partout dans ce pays de 2,8 millions d'habitants, à la démographie déclinante en raison, notamment, d'une migration massive de jeunes vers l'Occident.

Selon une étude récente de l'UE, près de 30% de la population lituanienne "risque la pauvreté ou l'exclusion" et ce risque est presque deux fois plus important dans les zones rurales.

Tous les candidats sont des partisans convaincus de l'Union européenne et de l'Otan, considérées comme une assurance contre le grand voisin russe.

En Lituanie, le président n'exerce pas de pouvoir politique au quotidien, mais il est responsable de la politique étrangère et participe aux sommets de l'UE.

Il nomme les ministres, les juges et les chefs de l'armée et de la banque centrale, mais le plus souvent il doit obtenir l'assentiment du Premier ministre ou du parlement.

Sources : Reuters, AFP

Le pape plaide en faveur des migrants lors de sa visite en Bulgarie

6 mai 2019

Le pape François a estimé lundi, en Bulgarie, que les souffrances des migrants et des réfugiés étaient la "croix de l'humanité". La coalition de droite au pouvoir en Bulgarie, qui comprend trois partis nationalistes anti-migrants, souhaite que l'Union européenne ferme ses frontières externes aux migrants et implante des centres pour réfugiés en dehors du bloc européen.

La Bulgarie a érigé une clôture le long de sa frontière avec la Turquie et a intensifié les contrôles à sa frontière avec la Grèce pour empêcher que se reproduise un afflux massif de migrants comme l'Europe en a connu un en 2015.

La Bulgarie est très largement dominée par les orthodoxes.

Après la Bulgarie, pays dont moins d'1 % de la population est catholique, le pape doit poursuivre sa tournée balkanique par la Macédoine du Nord.

Source : Reuters

Trump rend hommage à la politique anti-immigration d'Orban

13 mai 2019

Donald Trump a rendu lundi un hommage appuyé à Viktor Orban, qu'il a reçu à la Maison blanche, en balayant d'un revers de main les critiques formulées contre le Premier ministre hongrois pour ses entorses présumées à la démocratie.

"Comme moi, (Viktor Orban) est un peu controversé", a plaisanté le président américain dans le Bureau ovale, saluant la politique de lutte contre l'immigration appliquée par Orban, estimant qu'il partageait la même vision. "Vous avez fait du bon travail et vous avez maintenu votre pays en sûreté", a déclaré le président américain.

Les Américains espèrent aussi vendre des armes et du gaz naturel. Pour Donald Trump, qui se targue d'être un excellent négociateur, l'essentiel est toujours de conclure des affaires et de ravir des parts de marché.

Sources : Reuters, RFI

Au cœur de la Hongrie d'Orban, UE rime avec "immigration"

5 mai 2019

A Csorna, dans la plaine hongroise, l'Union européenne a participé au financement d'un hôpital, d'un contournement routier et de l'évacuation des eaux. Mais pour les habitants de cette paisible bourgade, l'Europe est avant tout une institution "trop libérale avec les migrants".

Seuls signes visibles de la campagne pour le scrutin européen du 26 mai dans ce chef-lieu de 10.000 habitants, les affiches du Premier ministre souverainiste Viktor Orbán barrées du slogan "Stop à l'immigration !"

Le spectre d'une "invasion migratoire" et d'une submersion des "populations chrétiennes" par des musulmans constitue depuis 2015 le fil rouge de la rhétorique de Viktor Orbán, confortablement réélu il y a un an pour un troisième mandat consécutif. Au prix d'un antagonisme croissant avec les institutions européennes.

Avec 65% des suffrages, le parti Fidesz du Premier ministre a réalisé son meilleur score dans la circonscription de Csorna, à 150 kilomètres de Budapest, où la plupart des habitants rencontrés par l'AFP font bloc autour de la politique migratoire du dirigeant.

"L'Europe s'est montrée trop libérale avec les migrants, il n'y a pas besoin de plus de musulmans", assure István Balassa, 49 ans, un vendeur de langos, le beignet traditionnel hongrois.

Il est reconnaissant à Viktor Orbán de "résister à Bruxelles" tandis que Borbely Ferencne, une habitante de 56 ans, est rassurée par la clôture barbelée érigée par Budapest à la frontière avec la Serbie : "Elle les tient dehors", dit-elle à propos des demandeurs d'asile.

Cette employée d'un jardin d'enfants juge que l'UE consacre trop d'argent à aider les migrants "et ne gère pas bien la question migratoire".

Les partis d'opposition affirment ne pas avoir un accès équitable aux supports d'affichage détenus par des sociétés proches du pouvoir.

Le mois dernier, ils ont manifesté devant le siège de la télévision publique, estimant qu'elle ne relaie que les messages de la majorité.

Au même moment, les chaînes d'Etat diffusaient en boucle des reportages alarmistes sur des "caravanes de migrants" essayant de rallier la Hongrie depuis la Grèce.

Le recul du pluralisme des médias en Hongrie a fait l'objet de plusieurs rapports inquiétants d'organisations indépendantes, comme Reporters sans Frontières. Selon une étude de l'institut d'analyse des médias MERTÉK, près de 78% du chiffre d'affaires des médias hongrois est généré par des entreprises contrôlées ou proches du Fidesz.

Ancien membre du Fidesz, aujourd'hui engagé dans la lutte contre la corruption, Ákos Hadházy estime que l'argent de l'UE a aidé des proches du gouvernement à bâtir ce système de contrôle des médias.

En mars dernier, l'agence antifraude de l'UE (Olaf) a ouvert une enquête sur un projet d'usine de panneaux solaires qui devait voir le jour à Csorna en 2015 avec six millions d'euros d'aide de l'UE. Un bâtiment a été construit mais l'usine n'a pas ouvert.

Cette enquête est "en cours", a déclaré à l'AFP le service de presse de l'Ofaf. Ni le député Fidesz de la région de Csorna, ni le responsable local du parti n'ont donné suite aux demandes d'entretien de l'AFP.

Source : AFP

Star des réseaux sociaux, le blogueur russe qui éreintait le Kremlin sort de son anonymat *4 mai 2019*

Il adore ridiculiser le Kremlin et ses comptes sur les réseaux sociaux sont immensément populaires : mis sous pression par les autorités, Alexandre Gorbounov est sorti de son anonymat, dévoilant un jeune homme de 27 ans lourdement handicapé.

Sur la plateforme de messagerie Telegram, StalinGulag compte 300.000 abonnés. Sur Twitter, ils sont plus d'un million à se délecter de ses commentaires acerbes se moquant de "l'hypocrisie" du système politique russe ou évoquant l'injustice et l'absurdité ordinaire pouvant frapper les Russes.

Depuis l'ouverture de son compte Twitter en 2013, l'identité de celui que l'opposant Alexeï Navalny a qualifié de "plus important commentateur politique de Russie" alimentait des rumeurs : Alexandre Gorbounov est sorti de l'anonymat cette semaine.

La raison : la pression croissante des autorités, qui ont mené des perquisitions chez ses parents âgés de 80 et 65 ans et résidant à Makhatchkala, capitale de la république russe du Daguestan, dans le Caucase.

A Moscou, plusieurs de ses proches ont également été intimidés, assure le jeune homme. "Ils peuvent facilement arrêter et mettre en prison n'importe qui. Ils s'en foutent", explique-t-il à l'AFP, à qui il a accordé une interview après avoir d'abord révélé son identité à la BBC.

Les autorités n'ont cessé, ces dernières années, de renforcer leur pression sur l'internet russe. En mars, Vladimir Poutine a promulgué une loi permettant de bloquer des médias sur internet diffusant des "fake news" et une permettant de bloquer les contenus faisant preuve d'"irrespect" envers les autorités.

Source : AFP

Darknet : démantèlement d'un marché, arrestations en Allemagne et aux États-Unis *3 mai 2019*

Après deux ans d'une vaste enquête internationale, le "deuxième plus gros marché" darknet au monde a été fermé et cinq personnes placées sous les verrous.

Avec ses photos et l'avis des acheteurs, la plate-forme ressemblait à n'importe quel site de vente en ligne, sauf qu'elle proposait des drogues, des faux documents ou des logiciels malveillants.

Trois administrateurs présumés de la plate-forme, âgés de 22 à 31 ans, ont été interpellés à la fin avril dans l'ouest de l'Allemagne, a annoncé vendredi le parquet général de Hesse.

Deux vendeurs présumés de drogue, qui opéraient depuis la Californie, ont également été arrêtés aux Etats-Unis.

Tous sont liés à "Wall street Market", une plateforme du darknet -- la partie obscure du web non référencée par les moteurs de recherche -- ouverte en octobre 2016, où pouvaient être achetés toutes sortes de drogues - cocaïne, héroïne, cannabis -, des documents contrefaits, des données personnelles ou des virus informatiques.

Le marché avait beaucoup grossi et comptait plus de 63.000 offres de ventes, environ 5.400 vendeurs et 1,15 million de comptes clients. Les acheteurs payaient avec les monnaies virtuelles bitcoin et monero. Les trois responsables présumés de la plateforme sont soupçonnés d'avoir perçu des commissions entre 2 et 6% sur chaque vente.

Le site, accessible via le logiciel Tor qui permet de dissimuler les adresses IP des ordinateurs, était disponible en six langues (anglais, allemand, français, portugais et italien). La "popularité" de Wall Street Market avait, selon la justice américaine, augmenté après la disparition le 25 mars d'un concurrent, attirant de nouveaux clients et vendeurs.

"L'opération envoie un message très clair : les marchés du darknet ne sont plus un havre protégé", a commenté un haut responsable judiciaire américain, Brian Benczkowski. Aux Etats-Unis, ce démantèlement a permis la saisie d'avoirs de plusieurs millions d'euros.

Source : AFP

Serbie : une démonstration militaire dans un contexte de tensions régionales

11 mai 2019

La Serbie a organisé, vendredi 10 mai à Nis, une parade militaire pour commémorer la fin de la Seconde Guerre mondiale et la victoire sur le fascisme. L'événement était aussi l'occasion de montrer la force de l'armée serbe dans une région du monde toujours sous forte tension diplomatique.

Les négociations entre la Serbie et le Kosovo sont au point mort, et le Kosovo a lancé la création d'une armée nationale. Le Kosovo est souvent évoqué comme une cible potentielle par le belliqueux ministre serbe de la Défense. Depuis plusieurs années, une course aux armements a lieu dans les Balkans, et la Serbie est largement en tête.

Source : RFI

Les dividendes des banques tchèques financeront un fonds public, dit le Premier ministre

5 mai 2019

Les banques tchèques devraient verser jusqu'à 20% de leurs dividendes à un fonds de développement public nouvellement créé, a déclaré le Premier ministre Andrej Babis dont le gouvernement est à la recherche de nouvelles sources de revenus face au ralentissement de la croissance.

Les banques du pays ont largement contribué aux bénéfices de leurs maisons-mères, issues pour beaucoup d'Europe de l'Ouest, avec des résultats agrégés en croissance de 9% à 82,1 milliards de couronnes (3,2 milliards d'euros) en 2018.

Mais elles sont souvent critiquées pour leurs dividendes qui s'en vont à l'étranger.

Les plus grandes banques du pays ont toutes un propriétaire étranger.

Avec une croissance économique qui devrait ralentir et des dépenses publiques en hausse, les finances publiques tchèques devraient être dans le rouge à partir de l'an prochain.

Le Premier ministre Andrej Babis a rejeté l'idée d'une taxe sur les banques proposée par les Sociaux-Démocrates, le parti avec lequel il gouverne. A la place, il a suggéré dimanche que les banques financent un nouveau fonds public de développement qui est en préparation.

Source : Reuters